



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

**de la Commission permanente  
de l'aménagement du territoire**

**Le vendredi 3 novembre 2017 — Vol. 44 N° 144**

Interpellation : La Côte-Nord abandonnée par le  
gouvernement libéral

**Président de l'Assemblée nationale :  
M. Jacques Chagnon**

---

**QUÉBEC**

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec  
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles  
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85  
Québec (Québec)  
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754  
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:  
**[www.assnat.qc.ca](http://www.assnat.qc.ca)**

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

**Commission permanente de l'aménagement du territoire**

**Le vendredi 3 novembre 2017 — Vol. 44 N° 144**

**Table des matières**

Exposé du sujet Mme Lorraine Richard	1
Réponse du ministre M. Pierre Arcand	2
Argumentation	4
Conclusions	15
M. Pierre Arcand	15
Mme Lorraine Richard	16

**Autres intervenants**

M. Pierre Michel Auger, président

M. Guy Hardy  
M. Serge Simard  
M. Éric Lefebvre  
M. Martin Ouellet



Le vendredi 3 novembre 2017 — Vol. 44 N° 144

**Interpellation : La Côte-Nord abandonnée par le gouvernement libéral**

*(Dix heures deux minutes)*

**Le Président (M. Auger) :** À l'ordre, s'il vous plaît! Je déclare la séance de la Commission de l'aménagement du territoire ouverte. Je demande à toutes les personnes dans la salle de bien vouloir éteindre la sonnerie de leurs appareils électroniques.

La commission est réunie afin de procéder à l'interpellation de la députée de Duplessis au ministre responsable de la région de la Côte-Nord sur le sujet suivant : La Côte-Nord abandonnée par le gouvernement libéral.

Mme la secrétaire, y a-t-il des remplacements?

**La Secrétaire :** Oui, M. le Président. M. Chevarie (Îles-de-la-Madeleine) est remplacé par M. Simard (Dubuc); M. Laframboise (Blainville) est remplacé par M. Lefebvre (Arthabaska).

**Le Président (M. Auger) :** Merci beaucoup. Je vous rappelle le déroulement de l'interpellation. Dans un premier temps, la députée de Duplessis aura un temps de parole de 10 minutes, suivie du ministre pour également 10 minutes. Par la suite, des périodes de cinq minutes seront allouées ainsi : d'abord, un député de l'opposition officielle, ensuite le ministre, puis un député du groupe formant le gouvernement, et ainsi de suite. 20 minutes avant la fin de cette séance, j'accorderai 10 minutes de conclusion à M. le ministre et un temps de réplique égal à la députée de Duplessis. Je comprends qu'il y a également une entente à l'effet que le deuxième groupe d'opposition interviendra lors de la troisième et de la sixième série d'interventions.

Sur ce, Mme la députée de Duplessis, vous avez la parole pour les 10 prochaines minutes.

**Exposé du sujet**

**Mme Lorraine Richard**

**Mme Richard :** Merci, M. le Président. Je suis contente d'être ici ce matin pour l'interpellation sur la Côte-Nord. Je crois que plusieurs sujets méritent d'être abordés parce que, M. le Président, c'est loin d'être rose sur la Côte-Nord depuis 2014. Mon collègue le député de René-Lévesque et moi interpellons aujourd'hui le gouvernement libéral sur son inaction dans la région de la Côte-Nord. Mon souhait ce matin, c'est que nous puissions échanger et que nos échanges soient productifs. Mais je suis bien consciente également que nous n'obtiendrons pas toutes les réponses à nos questions, car le gouvernement libéral est devenu un expert de ne pas répondre aux questions et tout en ayant l'air de le faire. J'anticipe. Nous aurons peut-être quelques réponses, et, si nous les avons, ce sera toujours un bon début, mais j'en doute encore. Ce que je demande au ministre et aux personnes qui accompagnent le ministre aujourd'hui, c'est d'être vraiment réalistes face au bilan très négatif de son gouvernement en ce qui concerne la Côte-Nord. C'est vraiment désastreux.

La Côte-Nord, M. le Président, c'est un immense territoire qui va de Tadoussac à Blanc-Sablon, incluant l'île Anticosti, au sud, Fermont ainsi que Schefferville un peu plus au nord. C'est un peu plus de 92 000 habitants, c'est neuf communautés autochtones, c'est 237 000 kilomètres carrés de superficie terrestre avec une très faible densité de population : c'est 0,4 habitant par kilomètre carré, 33 municipalités, six MRC. Mais, je le dis souvent, on est un peu beaucoup le garde-manger du Québec, puisque la Côte-Nord, c'est d'une grande importance pour l'économie du Québec. En tant que région ressource, son poids économique est près de deux fois supérieur à son poids démographique. La Côte-Nord, c'est deux alumineries, c'est le secteur minier, secteur forestier, les pêches, l'hydroélectricité, qu'on pense à Manic-5, au projet hydroélectrique de La Romaine.

D'ailleurs, ce dernier a été inauguré récemment, le complexe hydroélectrique de la Romaine, 6,5 milliards. Et le ministre est très au courant de toutes les préoccupations que nous avons face à ce projet. On voulait que notre monde travaille, on voulait qu'Hydro-Québec fractionne les contrats pour qu'on puisse tirer notre épingle du jeu. Que notre monde travaille, ce fut extrêmement compliqué. Il y a eu des comités de travail qui ont été mis en place. On a inauguré Romaine-3 récemment, et je peux vous dire qu'on commence à peine à atteindre un certain équilibre par rapport à notre main-d'oeuvre régionale. Donc, fort de constater, M. le Président, que notre population n'a pas profité du mégaprojet de La Romaine.

La Côte-Nord, c'est aussi le fameux Plan Nord. Et dans la manière dont il a été géré par le gouvernement libéral, je peux vous dire que le Plan Nord, pour nous, était relié presque exclusivement au prix des ressources naturelles, le fer entre autres. En 2011, il faut se souvenir qu'à ce moment-là, là, c'était à peu près 192 \$ la tonne, là. C'était un sommet, là, qu'on n'avait pas vu depuis fort longtemps. Mais en septembre 2013, 134 \$; aujourd'hui, 70 \$ la tonne.

Le gouvernement n'en avait que pour les minières en 2011. Et vous savez que le prix du fer, bon, était vraiment en très forte hausse. Les communautés étaient laissées à elles-mêmes. Ça fait qu' imaginez-vous quand le prix du fer a dropé, quand nos mines ont fermé, le lac Bloom, faillite de Cliffs, les activités chez Rio Tinto à Havre-Saint-Pierre affectées parce que le fer, ce n'est plus ce que c'était dans le prix. On sent de plus en plus l'absence du gouvernement libéral. Qu'est-ce qui s'est passé, M. le Président? C'est des pertes d'emploi, c'est des PME qui ferment. Donc, certains ne survivent pas à tout ça.

Dans un contexte aussi difficile, nous aurions aimé avoir un gouvernement qui accompagne, qui accompagne nos régions, nos municipalités autant quand ça va bien que quand ça va mal. On aurait aimé que le gouvernement ait un plan pour les bons mais les mauvais moments. Ce qu'on a constaté, M. le Président, c'est vraiment... il n'y avait pas de plan. C'est zéro plan, zéro action. Plusieurs interventions, M. le Président, ont été faites de ma part, de la part de groupes des gens d'affaires pour avoir une certaine écoute de la part du gouvernement libéral pour qu'il se penche réellement sur les nombreuses problématiques que nous vivions et que nous vivons encore. On se contentait, M. le Président, de nous répondre : Vous savez, on a repris les actifs de Cliffs, on a fait une bonne affaire. Je veux juste rappeler que les actifs de Cliffs, Cliffs était en faillite, le gouvernement du Parti québécois avait déjà commencé les démarches. Et, oui, c'est un bon coup, mais on a juste récupéré les emplois qu'on avait perdus. On n'en a pas créé d'autres, emplois. Ça fait qu'on va sûrement entendre le ministre et ses collègues nous parler du fameux dossier de Cliffs. C'est à peu près leur seul coup, leur seul bon coup, je vais leur donner.

Mais, savez-vous, M. le Président, moi, je pense que le gouvernement, là, il a fait de l'aveuglement volontaire, de l'aveuglement volontaire quand on parle de la situation sur la Côte-Nord. Exemple, puis je vous cite un bel exemple, M. le Président, puis j'espère que le ministre m'écoute : récemment le premier ministre est venu sur la Côte-Nord, il a fait une entrevue. Savez-vous ce qu'il a affirmé quand l'animatrice, elle lui a dit : Bien, écoutez, ça ne va pas très bien sur la Côte-Nord? Ça va super bien sur la Côte-Nord, le taux de chômage est seulement à 6 % sur la Côte-Nord. C'est parce qu'il y a une chose que le premier ministre n'avait pas réalisée, si le taux de chômage est bas, M. le Président, c'est parce que les gens, ils ont quitté ou ils sont sur l'aide sociale. Ils quittent la région faute d'emploi. Est-il au courant, le ministre? Puis sûrement que le premier ministre ne l'était pas, mais, si des fois que le premier ministre lui enverrait un extrait de ce que je vous dis ce matin, est-ce qu'il est au courant que la région du Québec a perdu plus d'habitants en 2015-2016? C'est 1,5 % de sa population qui a été perdue, là, au cours des dernières années selon l'institut des statistiques du Québec. Ce n'est pas moi qui le dis, là. Puis toujours selon l'Institut statistique du Québec, la Côte-Nord montre généralement la rétention la plus faible de ses jeunes, après la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. Ce n'est pas rien, là. Mais je crois surtout que le premier ministre et ses ministres ne comprennent rien à la réalité de la Côte-Nord. Ou peut-être qu'ils n'ont tout simplement jamais voulu comprendre notre réalité tant qu'à Baie-Comeau, tant qu'à Sept-Îles. Mais les gens de chez nous, M. le Président, eux, ils ont compris. Ils ont compris que le contexte minier, quand il n'est pas favorable, ça ne fonctionne pas. Malheureusement, on n'a pas assez de diversification économique chez nous.

• (10 h 10) •

Et je vous parle d'un désengagement du gouvernement. Vous allez me dire : Bien, pourquoi vous parlez comme ça? Parce que, lors de la faillite de Cliffs, M. le Président, j'ai rencontré le ministre. Il y a des gens qui sont venus à Québec. On avait une proposition, parce qu'on a des retraités de Cliffs, là, qui ont perdu énormément sur leur régime de retraite. Ils ont balayé ça du revers de la main. Il y a aussi eu un désengagement, un désengagement de l'État, un laisser-faire. On a perdu un très, très beau projet, FerroAtlantica, parce que le ministre de l'Environnement n'a pas compris comment c'était important chez nous, n'a pas compris que des fois il faut accélérer pour ne pas perdre l'opportunité. Je peux parler de Mine Arnaud. À chaque fois que je rencontrais le ministre dans le corridor : Ça s'en vient, on travaille avec un investisseur, ça va être pour bientôt. Mine Arnaud, M. le Président, c'était un peu une planche de salut pour redémarrer notre économie, la diversifier à nouveau.

Et que dire, M. le Président, des réformes en santé? J'ai travaillé sur le projet de loi pour la création des nouveaux CISSS et j'ai plaidé — même les partis d'opposition plaident avec moi — pour que nous ayons deux CISSS sur la Côte-Nord. Savez-vous, d'un point à l'autre, c'est 1 200 kilomètres qui séparent. Ce n'est pas rien, ça. Pourquoi les Îles-de-la-Madeleine, eux, ont eu une exception? Je suis bien contente, moi. Rien qu'un seul CISSS aux Îles-de-la-Madeleine. Mais on avait des particularités, nous aussi. Peut-être parce que c'est un député libéral, peut-être parce que le ministre responsable de la région Côte-Nord, qui siège au Conseil des ministres, n'a pas fait valoir comme il aurait dû le faire valoir les spécificités de notre région, le besoin d'implanter deux CIUSSS. C'est ça qui s'est passé, c'est ça qui s'est passé. Bien, j'apprenais de la bouche même du P.D.G. qu'on a un déficit de 14 millions. Ce n'est pas rien. Mais on va avoir besoin d'accompagnement, sinon c'était la tutelle. On a démobilisé notre monde, des services qu'on ne donne plus. Le personnel est épuisé, on est difficilement capables de recruter à nouveau. C'est tout ça, la Côte-Nord.

Et, si je vous parle, pour les moins d'une minute qu'il me reste, puis je vais y revenir... la fameuse Société du Plan Nord, pour laquelle j'ai travaillé avec le ministre... qu'on faisait le projet de loi pour qu'ensuite elle soit une loi puis qu'on puisse l'implanter. Elle devait, la Société du Plan Nord, faire en sorte de coordonner l'action gouvernementale. Puis moi, je travaille pour mon monde, M. le Président, ça fait que j'étais de bonne foi dans le processus. Puis j'y ai cru, moi, aux paroles du ministre, j'ai cru que ce serait un bel outil. Tout se décide à Québec, aucune autonomie pour les antennes. Ça a été ça, la Société du Plan Nord. Encore une fois, ils nous ont dit une chose puis ils ont fait le contraire. Et tout ça pour vous démontrer, ce matin, M. le Président, qu'on a été complètement abandonnés.

**Le Président (M. Auger) :** Merci. Merci, Mme la députée de Duplessis. Maintenant, pour les 10 prochaines minutes, M. le ministre.

### Réponse du ministre

**M. Pierre Arcand**

**M. Arcand :** Bien, merci beaucoup, M. le Président. Je salue, bien sûr, Mme la députée de Duplessis, également, de l'opposition, le député du comté de René-Lévesque. Je salue, bien sûr, mes collègues de l'Assemblée nationale, le député

de Saint-François, le député également de Dubuc, qui m'accompagnent aujourd'hui, de même que le président-directeur général de la Société du Plan Nord, et également la vice-présidente, qui est avec moi aujourd'hui. Alors, M. le Président, d'abord, je voudrais aussi... J'ai oublié de saluer également le député de la Coalition avenir Québec.

Alors, on est tous ensemble aujourd'hui pour discuter de la situation du Plan Nord. Et je sais que c'est le rôle de l'opposition de dire que tout va mal, mais évidemment inutile de vous dire que je rejette totalement cette hypothèse. On peut prendre chacun des éléments et en faire une histoire extrêmement noire, mais moi, je pense qu'on a une histoire à conter qui est passablement plus positive que celle-là.

La première des choses — parce que la députée a terminé son allocution en disant qu'évidemment la Société du Plan Nord, ça ne fonctionne pas, que ce n'est pas efficace — j'informe la députée de Duplessis qu'hier soir j'étais dans un événement qui s'appelle institut pour l'excellence en administration publique. Et qui a remporté... en fait, qui a été honoré pour un travail extraordinaire? Bien, c'est le P.D.G. de la Société du Plan Nord. Il a été honoré par tous ses pairs comme ayant accompli véritablement, au cours de sa carrière et en particulier depuis qu'il est P.D.G. de la Société du Plan Nord, évidemment, un travail extraordinaire. Donc, je pense que la Société du Plan Nord doit faire un travail passablement bon dans la région de ce côté-là.

Maintenant, on parle d'abandon de la Côte-Nord, c'est le thème de notre discussion aujourd'hui. Bien, j'ai tellement abandonné la Côte-Nord que, depuis deux ans, je suis allé 22 fois sur la Côte-Nord. 90 % des ministres du gouvernement sont allés sur la Côte-Nord, ont visité, ont fait des actions sur la Côte-Nord. Et donc je peux vous dire que notre gouvernement a été plus qu'efficace dans bien des domaines. Est-ce qu'on a réglé tous les problèmes? Bien sûr que non. Mais on a été extrêmement efficaces sur la Côte-Nord.

Je vais vous donner quelques éléments de ça. Premièrement, vous savez que ce qu'on remarque souvent, c'est les investissements routiers. C'est toujours bien important, bien important, les investissements routiers. Savez-vous que la Côte-Nord... À l'intérieur des efforts qui sont faits, l'endroit où on investit le plus au Québec, parmi les endroits où on investit le plus dans les travaux, à 543 millions, c'est la Montérégie, où il y a énormément de gens, où il y avait des autoroutes qui étaient en construction, etc. Et donc la Montérégie était un élément important. Mais la Côte-Nord n'est pas tellement loin, plus de 300 millions ont été investis dans des travaux d'infrastructures sur la Côte-Nord : la 389, le premier ministre a annoncé le déblocage de la 138 parce qu'on a réglé... je sais que la députée de Duplessis avait à cœur le dossier de Pakatan, là, qui est un dossier qui était problématique avec les Premières Nations, on a travaillé en ce sens-là.

On travaille à la relance aussi de la Côte-Nord. On a aidé des entreprises comme Alcoa dans la région de Baie-Comeau. On a travaillé avec Mason Graphite dans cette région-là. Dans le cas, entre autres, de Sept-Îles, évidemment, il y a eu la relance... on était à 1 million de tonnes de minerai de fer, on va être rendus bientôt à 15 millions de tonnes de minerai de fer. Pourquoi? Parce qu'on a des projets : Tata Steel, Champion, qui commence à être relancé et qui va fournir de l'emploi pour l'ensemble des régions.

Qu'est-ce qu'on a fait également du côté de la Côte-Nord? On a ajouté également de la diversification. On a des projets d'agriculture parce qu'on ne peut pas juste dépendre des mines, on en est conscients. Il y a eu des projets en matière d'agriculture. Il y a eu différentes initiatives, des initiatives à la fois sur le plan touristique, sur le plan culturel, des initiatives pour créer, à l'intérieur de la Côte-Nord, des nouvelles entreprises.

On a travaillé également... parce que nous, on pense que la transition énergétique, il y a des opportunités intéressantes sur la Côte-Nord. Qu'est-ce qu'on a fait à Port-Cartier? Bien, on a fait 32 millions de financement pour des projets de production, entre autres, de carburant renouvelable, et ça, c'est avec Arbec qu'on a fait ça. On a bien sûr acquis les installations ferroviaires. On a créé des emplois avec l'antenne régionale. Le député de Saint-François aura l'occasion de vous parler des efforts qu'on a faits en termes de télécommunications, du raccordement de la fibre optique, entre autres, dans la région de Schefferville. Alors, tout ça, ce sont des choses que nous avons faites. ArcelorMittal, qui est une autre entreprise de la Côte-Nord, qui a injecté plus de 500 millions dans des projets d'investissement, on a fait ça. On a travaillé également à l'amélioration de façon considérable de la question de l'emploi, on a créé des comités.

Hydro-Québec maintenant, lorsqu'il y a des projets d'emploi, il y a maintenant des points supplémentaires qui sont donnés quand on a une embauche locale pour s'assurer, justement, qu'il y ait véritablement des gens de la Côte-Nord qui soient embauchés. Et actuellement on voit que les chiffres, au niveau de tous les projets d'Hydro-Québec, c'est maintenant près de 50 % des gens qui sont embauchés et qui viennent directement de la Côte-Nord. Parce que je sais que c'était une des critiques de la députée de Duplessis, qui disait : Écoutez, vous embauchez des gens de l'extérieur. Mais, vous le savez, dans un contrat comme Hydro-Québec, il y a beaucoup de travail spécialisé, la Côte-Nord ne peut pas offrir tous les services, mais Hydro-Québec travaille à donner des points supplémentaires. Et plus ça va aller au niveau de l'évolution de la Romaine-3, on va atteindre 65 %. Alors, je peux vous dire qu'on travaille avec ça.

On travaille avec le ministère des Transports pour avoir, essentiellement, là aussi, une indication très claire du taux d'embauche régionale, parce que c'était un des éléments qui, pour nous, étaient particulièrement importants. Donc, on n'abandonne pas la Côte-Nord.

• (10 h 20) •

Sur le plan social, on a travaillé également. Le ministre de la Santé est allé récemment. On a annoncé l'urgence, entre autres, qui va être refaite au niveau des infrastructures de la Côte-Nord. Le ministre de l'Éducation est allé pour des investissements importants en matière, également, d'éducation.

Alors, on travaille tous ensemble pour améliorer la situation et on est en train de développer ici, au gouvernement, une politique à la fois d'occupation du territoire. On a créé un fonds également pour que les décisions soient prises par les administrations locales. Comme vous le savez, sur l'ensemble du Québec, on donne maintenant plus de pouvoirs aux municipalités. On a créé un fonds d'action, qu'on appelle le FARR, avec les priorités des gens dans les régions. C'est ce que l'on fait.

Alors, on travaille à promouvoir les investissements. Et moi, vous savez, dans les derniers moments où j'étais ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, j'ai rencontré des investisseurs, et les investisseurs disent que, véritablement, il y a certainement beaucoup d'intérêt, actuellement, sur la Côte-Nord. Évidemment, la députée essaie de nous dire tout ce qui n'a pas marché, hein? FerroAtlantica, c'est une décision d'entreprise, mais on l'a remplacée par d'autres choses, qu'on a remplacée par la production d'énergie renouvelable. Puis il y a d'autres projets également. Un projet éolien avec la nation innue. On souhaite que ce projet-là... Parce qu'on a déjà dit qu'on était intéressés à donner un 200 mégawatts d'éolien pour la nation innue. On a investi dans un centre de main-d'oeuvre, également, pour eux de ce côté-là. Alors, tout ça a été fait par le gouvernement. On est bien, bien loin de l'abandon.

On a travaillé également et on continue de travailler pour une expansion d'Alouette. On veut qu'Alouette III survive. On a donné des bons tarifs électriques également à l'entreprise Alouette pour s'assurer, justement, qu'on pouvait avoir une évolution positive de ce côté-là et que cette entreprise très importante pour la région de la Côte-Nord puisse continuer à embaucher de plus en plus de personnel.

Alors, de dire, très franchement, que la Côte-Nord est laissée à l'abandon... Moi, je peux vous prendre un pari n'importe quand pour vous dire jusqu'à quel point la liste de tout ce qu'on a fait depuis les quatre dernières années sur la Côte-Nord est fondamentalement importante. Et on va continuer à le faire, M. le Président, au cours des prochaines années parce que... une région qu'on veut développer au Québec.

### Argumentation

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le ministre. Nous allons maintenant débiter la période d'échange. Mme la députée de Duplessis, pour cinq minutes.

**Mme Richard :** Merci, M. le Président. Comme le ministre vient de le dire, s'il veut être actif... je ne pense pas qu'il l'a été par le passé, mais, s'il veut être actif, puisqu'il en a parlé, je vais lui parler de la 138, la fameuse 138 pour désenclaver la Basse-Côte-Nord. Le Parti libéral est au gouvernement depuis 2003. À chaque élection, puis entre les élections, quand ils viennent faire une visite chez nous, ils nous parlent de la fameuse 138. Moi, je vais demander au ministre qu'il s'engage aujourd'hui. Est-ce qu'il est capable de le dire réellement c'est quoi, le plan de match pour la 138? C'est quoi, l'échéancier? Parce que, moi, ce que je me souviens — il en a fait référence — c'était Pakatan, hein? Pakatan, là, ça a été un raté, M. le Président. Et en août dernier le ministre puis le premier ministre en ont parlé, qu'il y avait un engagement formel pour le prolongement de la 138, Kegaska—La Romaine, Tête-à-la-Baleine—La Tabatière. Paraîtrait-il, là, c'est difficile à décortiquer, que ça viendrait du Fonds du Plan Nord parce que, là, au MTQ, on n'a pas vu les budgets. Puis là il y a un 20 millions qui est placé pour des études, puis même, à un moment donné, ils ne savaient pas où est-ce qu'étaient les études. Ils se demandaient si ce n'était pas encore Pakatan qui les avait. On avait-ou payé les études deux fois? Tout un flou artistique. S'il est capable, en tout cas, de nous dire si l'argent est vraiment décaissé puis qu'on va aller de l'avant au moins pour faire quelques kilomètres, j'aurai toujours obtenu ça. Mais, vous savez, il n'y a beaucoup de monde qui y croit, hein?

Je vais lui parler de Mine Arnaud. Quand tu dis, des fois, on rate des opportunités d'affaires... Mine Arnaud, M. le Président, je vous l'ai dit, c'est un projet qu'on avait besoin à Sept-Îles pour diversifier notre économie. J'ai soutenu ce projet-là, moi, personnellement. Ils ont annoncé l'O.K., le décret pour l'étude environnementale. Vous savez, depuis 2015, c'est quand même 30 millions qui ont été injectés pour le projet Mine Arnaud, là, puis il n'y a pas une pépinière puis il n'y a pas un trou, là, aux terrains, là, sur les terrains, il n'y a rien. Mais à chaque fois qu'il me rencontre, il me dit : Bientôt, bientôt. Ah! les investisseurs qu'on avait n'étaient pas sérieux, mais là ceux avec qui on discute, on devrait. Pendant ce temps-là, là, je vous l'ai dit, notre monde, il quitte la région, là, puis on avait vraiment besoin de ça pour être capables de se sortir un petit peu la tête de l'eau. Ça fait que moi, je veux juste demander au ministre, M. le Président : Est-ce qu'il va attendre à la veille des élections pour commencer par me rencontrer ou aller sur les ondes de certaines radios puis de dire, avec son candidat ou sa candidate : Mine Arnaud, Investissement Québec a trouvé vraiment, là, un investisseur sérieux. Population de la Côte-Nord, là, je vous le dis, là, on est en sérieuses discussions avec eux, puis ça s'en vient. Parce que c'est toujours comme ça qu'ils nous le disent.

On est venus à Québec, M. le Président, en délégation. Ce n'est pas rien, là. Des gens d'affaires ont fait une lettre ouverte, ils sont venus à Québec rencontrer le ministre responsable de la Côte-Nord, mais qui était aussi ministre des Ressources naturelles, puis il leur dit : Bien, on aurait besoin d'un plan d'urgence. Il faut que vous ayez un plan B pour nous aider, là, ça ne va pas bien, là. Mais il y avait même des gens du monde syndical. Puis je sais que le ministre, il s'en souvient. Ça fait un peu plus d'un an, on n'a pas eu de plan d'urgence, on n'a pas eu d'annonce de projets. Puis tout ce qu'il a dit auparavant, là, je vais y revenir dans ma conclusion. Moi, je vais sur les faits, je vais sur les résultats, M. le Président. Des résultats, on n'en a pas eu et, oui, nous avons été abandonnés.

Je n'ai pas vu de volonté réelle de la part du gouvernement d'aider nos PME. Il y en a encore une, là, qui a fermé il n'y a pas longtemps. Rien, M. le Président. J'ai demandé au ministre après que les gens sont venus à Québec, après les lettres ouvertes, après mes questions : M. le ministre, qu'est-ce que vous allez faire, là, avec les demandes du Collectif Sept-Îles Avenir-Agir? Aucune réponse. Là, je m'adresse au ministre par vous, M. le Président : 138, concrètement, échéancier, combien, d'où vient l'argent, est-elle décaissée? Mine Arnaud, allez-vous attendre l'élection? Avez-vous des investisseurs? Vous n'en avez pas. Est-ce que vous continuez? Dites aux gens, là, c'est quoi, votre plan, votre réel plan par rapport à la Mine Arnaud. N'attendez pas au scrutin, là, 2018, à l'élection. Plan d'urgence, en avez-vous un, un plan B pour nous aider? Parce que ceux qui nous écoutent ne connaissent pas la réalité, là. À écouter le ministre, ils vont dire : Ça va super bien sur la Côte-Nord, le Parti libéral a toujours été là, puis le ministre, pour les aider. Ceux qui vivent

chez nous, M. le Président, là, je peux vous dire que ce n'est pas ce qu'ils pensent. Ce n'est pas ce qu'ils pensent. La grande majorité savent qu'il n'y a aucune action concrète de la part de ce gouvernement sur la Côte-Nord.

**Le Président (M. Auger) :** Merci. Merci, Mme la députée. M. le ministre, pour cinq minutes.

**M. Arcand :** Merci, M. le Président. Évidemment, à écouter parler la députée, c'est toujours un jour noir, etc., et donc je vais tenter de ramener les choses dans leur juste perspective.

Premièrement, on va parler de la 138. Ce que le premier ministre a annoncé, c'est les plans et devis qui allaient se faire. Et, entre autres, il était pour y avoir, dès 2018, du déboisement pour les projets, entre autres, de Kegaska à La Romaine, et nous allions également avoir le début des travaux au printemps 2019 pour ce tronçon-là. Alors, ça, c'est ce qui a été annoncé par le premier ministre. Même chose pour Tête-à-la-Baleine vers La Tabatière. Encore une fois, le dossier d'affaires, il va être déposé, et les travaux vont débiter autour de 2019. Ça, ça a été annoncé par le premier ministre de façon très claire. Ça, c'est pour la 138. Et en plus on a convenu et on doit signer une entente bientôt avec Terre-Neuve pour connecter, justement, nos routes au cours des prochaines années pour faire en sorte, justement, qu'on complète la 138. Et cette entente-là que nous allons faire avec Terre-Neuve va être annoncée certainement d'ici Noël. Alors ça, ce sont des choses que l'on fait de façon concrète, d'une part, pour compléter la 138.

On a annoncé des plans pour la 389 dans la région de Baie-Comeau jusque vers Fermont. Et le premier ministre, pendant son périple, à la fin du mois d'août, il a aussi annoncé qu'il y aurait un bureau de projet pour qu'on puisse faire en sorte, finalement, qu'il y ait véritablement, entre Baie-Sainte-Catherine et Tadoussac, qui est un lien essentiel pour la Côte-Nord... qu'on puisse regarder l'éventualité d'avoir un pont. Alors, ça, ce sont des choses que l'on a faites de façon tout à fait concrète.

• (10 h 30) •

Maintenant, elle me parle, évidemment, non pas... elle ne veut pas me parler des mines qui fonctionnent. Elle veut, évidemment, fonctionner sur celle qui n'a pas encore commencé. Les informations que j'ai données à la députée de Duplessis sur Mine Arnaud en particulier, c'est un discours qui a été fait il y a quelque temps par le président d'Investissement Québec, qui est allé lui-même à Sept-Îles expliquer qu'il y avait un investisseur, qu'il y avait de l'intérêt pour Mine Arnaud. Le dossier, il est complexe, dans le cas de Mine Arnaud, parce qu'on a des investisseurs, des opérateurs, et ainsi de suite, mais ça va finir par arriver. Il faut être quand même patient. Une mine, c'est des centaines et des centaines de millions de dollars. Ça prend un capital énorme pour lancer des projets miniers, et actuellement il manque, je dirais, ce boom nécessaire, ce léger boom nécessaire pour que prix de l'apatite... parce qu'on parle, dans le cas de Mine Arnaud, d'un projet de mine d'apatite, qui sert à faire des fertilisants, entre autres, et donc on a besoin d'augmenter, actuellement, ce prix du marché pour pouvoir signer, finalement, cette entente-là, parce qu'il y a actuellement, dans le marché, particulièrement de la part de certains pays, évidemment, une production qui est beaucoup plus grande que nécessaire. Et donc on est quand même prêts à faire ce projet-là, d'une part.

Alors, tout ça pour vous dire que ce sont des éléments qui, pour nous, sont très importants. Maintenant, elle a dit : On ne nous a pas aidés, personne n'est venu à la rescousse. Bien, moi, je peux vous dire que la Société du Plan Nord, entre autres, et Investissement Québec travaillent avec les PME de la région, travaillent avec les PME de la région, justement, pour leur donner de la formation pour s'assurer, justement, qu'ils soient présents, entre autres, au niveau de certains contrats, de l'assistance aussi au niveau de la main-d'oeuvre de ce côté-là.

Alors, tous ces éléments-là, ils ont été faits. Ils sont en place actuellement, et on travaille avec les entreprises pour s'assurer, justement, qu'il y ait une relance comme telle de la Côte-Nord. Et, quand on regarde les taux de chômage, ce matin il y avait une publication des taux de chômage, et les taux de chômage sont quand même passablement positifs. Et je sais que la députée va me dire : C'est parce que vous ne tenez pas compte des gens qui ont pu quitter. Bien, moi, je les compare avec les mêmes genres de taux de chômage, et je compare avec des choses qui sont passablement pareilles, et on voit que la situation est loin d'être dramatique comme le décrit, évidemment, la députée de Duplessis.

Alors, ce que je dis, encore une fois, c'est qu'on travaille pour la réussite de la Côte-Nord. Merci.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le ministre. Nous allons maintenant poursuivre avec un député ministériel. M. le député de Saint-François, toujours pour cinq minutes.

**M. Hardy :** Merci, M. le Président, mais permettez-moi de vous saluer ce matin, de saluer M. le ministre et aussi les gens qui l'accompagnent, mon collègue de Dubuc, mes collègues de... madame de Duplessis, M. le député de René-Lévesque et M. le député d'Arthabaska.

Mon allocution aujourd'hui vous démontrera que notre gouvernement a à coeur les régions du Québec, et la Côte-Nord ne fait pas exception. Depuis le début de notre mandat, nous avons posé plusieurs gestes concrets pour la région de la Côte-Nord. En effet, nous avons sans cesse contribué au développement de la Côte-Nord, et ce, sous plusieurs aspects. D'ailleurs, la création et le maintien du Plan Nord montrent que nous tenons au rayonnement de la région de la Côte-Nord.

Lors du budget 2017-2018, nous avons réaffirmé que le Plan Nord constitue un pilier du plan économique du Québec. Au cours de la période 2017-2018, la Société du Plan Nord disposera d'une enveloppe de près de 72 millions de dollars pour soutenir de nouvelles initiatives et permettre en place des conditions favorables au développement du territoire.

À titre d'exemple, nous allons investir 10 millions de dollars dans l'optique d'améliorer le réseau de télécommunications de la Basse-Côte-Nord. Cette somme s'ajoutera à celle de la compagnie Telus, qui a investi 15 millions de dollars cette année afin de continuer l'étalement de son réseau de fibre optique dans la région. Cela permettra à 14 communautés de bénéficier d'un accès à Internet haute vitesse.

Parlant d'accès, M. le Président, une région a besoin d'un réseau de transport en bon état afin de permettre son plein développement. Notre gouvernement a maintes fois contribué à l'amélioration du réseau de transport dans la région de la Côte-Nord. En effet, au cours de la période 2016-2018, le réseau routier de la région bénéficiera d'investissements totalisant 305 millions de dollars. Ces investissements serviront entre autres à améliorer la route 389, à prolonger la route 138 entre Kegaska et La Romaine, à reconstruire la route 138 à Franklin et à permettre l'asphaltage de la même route à Sept-Îles.

En plus de ces investissements, nous avons posé d'autres gestes pour améliorer le réseau de transport en Côte-Nord. Par exemple, nous avons lancé, en février 2017, le chantier du prolongement de l'avenue du Labrador à Baie-Comeau. Il s'agit d'un tronçon évalué à 4 millions de dollars et qui est dans le tracé projeté de la future route 389. De plus, ce chantier favorisera l'implantation à court terme d'une usine de traitement de minerai de l'entreprise Mason Graphite.

Nous avons également investi près de 11,3 millions dans les infrastructures de l'aéroport d'Anticosti et de certains aéroports de la Côte-Nord. Enfin, nous avons annoncé une aide financière de plus de 56 000 \$ dans le but d'offrir des services de transport en commun de qualité dans la région de la Côte-Nord, et ce, dans le cadre du Programme d'aide au développement du transport collectif. Grâce à ces mesures, nous facilitons le transport des personnes et des marchandises dans la région, et c'est l'économie qui en bénéficie.

M. le Président, j'aurai l'occasion d'aborder d'autres priorités, un peu plus tard, qui sont importantes pour notre gouvernement et pour la Côte-Nord. Merci.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le député de Saint-François. Nous allons maintenant poursuivre avec la deuxième série d'interventions. Mme la députée de Duplessis, toujours pour cinq minutes.

**Mme Richard :** Merci, M. le Président. Quand le ministre nous parle de diversification économique... Moi, j'avais un beau petit projet, c'était un projet d'une bleuetière, 80 emplois, M. le Président. C'était même un beau petit projet pour montrer les bienfaits de la Société du Plan Nord dans tout le dédale administratif puis aider pour diversifier l'économie. Savez-vous quoi, M. le Président? Parce qu'il faut déboiser pour faire une bleuetière, mais on leur chargeait un prix exorbitant : 21 \$ le mètre cube à quelqu'un qui est dans l'agriculture qui veut développer une bleuetière, puis à nos industriels, 3 \$ et quelques le mètre cube.

Savez-vous ce qu'on m'a répondu? Bien, on m'a répondu... puis j'ai passé des ministres, là, hein, les collègues, puis je suis souvent allée voir le ministre responsable de la Côte-Nord, on a dit : Bien, on ne peut pas, là, c'est parce que l'industriel, il est affecté par la tordeuse d'épinette. Bien, pensez-vous sincèrement que la tordeuse d'épinette fait la distinction entre un industriel puis quelqu'un qui veut développer une bleuetière? Ça, là, c'était un projet idéal pour que la Société du Plan Nord puisse le régler. J'ai même parlé au P.D.G. de la société, qui est très compétent, il n'a pas été capable de nous aider, il n'a pas été capable de nous aider. Il faut le faire, là. J'ai rencontré les gens qui sont dans les bleuets sur la Côte-Nord. Ils ont des solutions. Savez-vous pourquoi on veut développer les bleuets sur la Côte-Nord? On avait commencé avec les... en a des bons, des bleuets.

Mais en plus de cette incohérence, c'est écrit noir sur blanc, là, les priorités d'action 2015-2020 de la Société du Plan Nord : l'appui au développement de la filière des petits fruits nordiques. Le bleuet, ce n'est pas un petit fruit nordique, ça? Bien, moi, quand j'ai rencontré les gens, là, de la Côte-Nord qui ont des bleuetières, ils m'ont dit que ça faisait plusieurs fois qu'ils interpellaient le ministre puis les différents ministres. Aucune réponse. J'ai dit : Ah! d'accord, on va essayer d'avoir une rencontre à Québec. Ça fait qu'à matin j'en profite pour demander à mon ministre responsable de la Côte-Nord s'il peut interpeler son collègue, s'il va enfin accepter de nous rencontrer à Québec, qu'on puisse discuter, éventuellement, de mettre des solutions de l'avant. Ça, c'est diversifier l'économie, M. le Président.

• (10 h 40) •

Il nous parle de la Société du Plan Nord puis des antennes satellites. En passant, je vais y revenir. Moi, je n'ai rien contre le P.D.G., une très bonne personne, il mérite les prix qu'il a eus, c'est concrètement, dans le fonctionnement que ça ne marche pas. Quatre antennes satellites. Vous savez, la quatrième, où est-ce qu'elle est? Elle ne faisait même pas partie des antennes quand on en discutait. Dans le comté du premier ministre, à Roberval, soit dit en passant. 10 personnes dans les quatre antennes, 30 quelques personnes à Québec. On ne voulait pas un pouvoir centralisé à Québec, on lui avait dit en commission. Il disait qu'il allait être à l'écoute, puis : Tracassez-vous pas, Mme la députée de Duplessis, ça va revenir, le balancier, on va voir un retour en région. Les personnes de la société, M. le Président, elles font un très bon travail. Aucune autonomie, il faut qu'ils appellent le P.D.G. à Québec. Ça, c'est s'ils peuvent le rejoindre puis s'il a le temps de s'occuper des dossiers comme ça, là. Une bleuetière, pas bien, bien important; ArcelorMittal, oui, c'est vrai, c'est un projet pilote pour acheminer du gaz naturel, puis avec Arbec. Ça ne crée pas d'emplois, soit dit en passant, ça réduit les gaz à effet de serre un petit peu, puis plus productif, là. Il ne faut pas charrier non plus à matin, là.

Mais c'est ça, la Société du Plan Nord. Je veux bien qu'on s'occupe des grosses entreprises, M. le Président, mais on avait besoin, justement, de cette société-là, avec des antennes, pour avoir un réel pouvoir d'intervention dans les... que les décideurs à Québec comprennent la réalité de notre monde puis qu'on puisse, comme on dit en bon Québécois, débloquer l'appareil, parce qu'elle est souvent bloquée.

Puis je vais finir avec quelque chose de vraiment important, le quai de Port-Cartier. Il faut que j'aie du temps pour en parler. Quai de Port-Cartier : annonce en 2014 de la candidate libérale, qui maintenant travaille pour le ministre comme attachée politique. Stratégie maritime, argent décaissé : On va vous faire le quai. On s'en va en élection en 2018, le quai, il n'est pas fait, il n'y a pas d'argent de décaissé, il n'y a rien. Ça a ralenti l'économie de Port-Cartier, ils le savent. Mais, à chaque fois qu'ils viennent, ils rencontrent les acteurs économiques puis la mairesse : On travaille sur votre quai. Je rencontre le ministre délégué à la Stratégie maritime : Lorraine, moi, je m'occupe du quai de Port-Cartier. Ils vont revenir à la veille de l'élection avec une candidate ou un candidat, ils vont réannoncer le quai de Port-Cartier. C'est ça qu'il faut croire du Parti libéral? C'est ça, le Parti libéral, M. le Président.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, Mme la députée. Merci. M. le ministre, cinq minutes.

**M. Arcand :** Alors, je pense qu'on voit dès le départ que la députée de Duplessis a déjà commencé sa campagne électorale et elle fait des attaques sans compter. Je vais revenir sur plusieurs de ses déclarations, M. le Président.

Premièrement, lorsqu'elle parle, je trouve qu'elle n'est pas très gentille pour la compagnie Arbec, parce qu'elle dit : Ça ne crée pas d'emplois. C'est parce que les biocarburants, on fait ça avec du bois. Il faut aller chercher le bois. Pour aller chercher le bois, bien, je pense que ça crée des emplois. Alors, ça, je pense que c'est très important de souligner cet élément-là.

Lorsqu'elle parle de la bleuetière, on y travaille. Ce n'est pas parce que cette bleuetière ne s'est pas qualifiée dans un des programmes de la Société du Plan Nord que le projet doit être abandonné. Il y a des discussions, actuellement. C'est un dossier multiusagers. Il y a possibilité d'avoir du partage d'équipements parce que ce que la compagnie, elle veut, c'est de pouvoir réduire ses coûts, et c'est pourquoi on travaille avec la Société du Plan Nord pour, justement, réaliser une aide quelconque, un appui quelconque, mais toujours dans le respect de nos programmes existants.

Autre élément qui m'apparaît aussi particulièrement important lorsqu'on parle du travail qui est fait, elle me dit : Écoutez, la zone... D'abord, Port-Cartier, on parle de zone industrialo-portuaire. Le problème, ce n'est pas que l'argent n'est pas là, c'est qu'il y a un enjeu entre la mairesse et les autorités du gouvernement sur qui doit payer quoi. Parce que la mairesse, pour des raisons historiques... et là je ne me prononce pas sur qui a raison, qui a tort là-dedans, mais, pour des raisons historiques, voudrait que le gouvernement paie l'essentiel des rénovations du port, alors que, dans les programmes gouvernementaux, on demande aux municipalités de faire leur part, et elle prétend que, pour des raisons historiques le gouvernement, devrait payer 100 % de la facture. Alors, il y a des discussions qui ont cours là-dessus et il y a un litige. Alors, ce n'est pas parce que le gouvernement ne veut pas ou n'a pas l'intention de rénover le port de Port-Cartier.

Alors, pour toutes ces raisons-là, on voit que la députée prend chacun des petits problèmes sur l'ensemble des dossiers. Moi, je sais que, pour des dossiers qu'il peut y avoir trois ou quatre problèmes, il y en a plusieurs dizaines, sinon des centaines qui réussissent et qui font en sorte qu'on a énormément d'impacts, actuellement, sur bien des aspects.

Mais je voudrais revenir, M. le Président, sur quelques éléments qui, pour moi, sont très importants aussi. Parce que, sur la Côte-Nord, on dit toujours : Bien, il faut non seulement du développement économique, mais il faut que le gouvernement appuie également en matière d'éducation, en matière de santé, en matière d'infrastructures. J'ai annoncé il y a quelque temps... et on a visité la nouvelle prison dans la région, entre autres, de Sept-Îles. Au niveau de la santé, j'ai parlé de l'urgence de Sept-Îles, j'ai parlé d'un CHSLD dans la région de Baie-Comeau, que nous avons fait. On a investi plus de 26 millions de dollars de soutien aux familles pour les gens de la Côte-Nord. On a travaillé également, au niveau de l'éducation, à développer les cégeps, à travailler au niveau des infrastructures. Nous avons investi également dans des projets de construction de CLSC pour la nation naskapie dans la région. Nous avons amélioré les soins à domicile. Nous avons également, dans le cas de Havre-Saint-Pierre, investi pour l'efficacité énergétique de l'hôpital, ce qui permet à l'hôpital de diminuer également ses coûts de façon importante. On a fait ça au niveau de l'éducation aussi. La ministre de l'Enseignement supérieur est allée aussi dans la région. Et donc on a fait ces éléments-là qui ont permis à la région de véritablement s'améliorer au niveau des services gouvernementaux.

Et je terminerais... parce que je sais que la députée de Duplessis vient de la région de Havre-Saint-Pierre, eh bien, ils ont maintenant leur complexe aquatique. Alors, ils ont ce complexe-là, et c'est un complexe qui était voulu, désiré, et ils l'ont maintenant. Alors, ça, ce sont des choses qui ont été réalisées par notre gouvernement. Et je pourrais vous citer, d'ailleurs, d'ici la fin de ce débat, une liste de bien d'autres choses que nous avons faites de façon concrète.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le ministre. Nous allons poursuivre avec un député ministériel, M. le député de Dubuc. M. le député.

**M. Simard :** Merci beaucoup, M. le Président. D'abord, d'entrée de jeu, c'est ma première intervention, M. le Président, vous comprendrez que je salue, bien sûr, le président du Conseil du trésor, le ministre responsable de la Côte-Nord, bien sûr, également les gens qui l'accompagnent. Je vais saluer mon collègue de Saint-François, ma collègue de Duplessis, mon collègue de René-Lévesque et également d'Arthabaska. Merci beaucoup de votre présence avec nous.

Et, M. le Président, quand j'ai lui, moi, le titre de l'interpellation, «la Côte-Nord abandonnée par le gouvernement libéral», j'ai manqué tomber en bas de ma chaise, M. le Président, manqué tomber en bas de ma chaise, honnêtement, là, manqué tomber en bas... et j'ai dit : Voyons donc, c'est sûr, M. le Président, que la députée, elle s'est trompée. Parce que j'ai même pris le dictionnaire, je l'ai apporté ici, M. le Président, je vais vous lire c'est quoi, «abandonner», vous allez comprendre. C'est écrit, dans le dictionnaire, «cesser d'occuper, abandonner son poste». C'est également écrit «délaisser». C'est également écrit «ne pas continuer». C'est également écrit «se laisser aller». J'ai dit : Il me semble que ce n'est pas ça, là. Je me trompe certain, je vais aller voir «abandon», c'est quoi ça veut dire, «abandon». C'est marqué «action de délaisser — on ne peut pas dire que la Côte-Nord est délaissée, là, d'après ce que le ministre a fait la démonstration tout à l'heure — action de cesser d'occuper». On a-tu fermé la Côte-Nord à quelque part, là? D'ailleurs, elle reste encore là, la députée de Duplessis, là, à la Côte-Nord, là, c'est parce qu'elle est capable au moins d'aller faire son marché, si je comprends. Également, bien sûr, c'est écrit «à l'abandon, en désordre». La Côte-Nord est en ordre, et les gens, véritablement, apprécient de vivre sur la Côte-Nord. Je n'ai jamais vu, moi, un habitant de la Côte-Nord qui n'était pas fier d'y demeurer, M. le Président.

• (10 h 50) •

Et, à partir de là, je me suis posé des questions. À partir des définitions qui sont là, M. le Président, je me suis posé des questions. Je me suis posé des questions parce que... Tout au long de mon intervention, là, vous allez comprendre que je vais faire la preuve que la Côte-Nord n'est pas abandonnée puis que je suis convaincu que ma collègue de Duplessis

s'est trompée de mot, M. le Président. Au lieu d'écrire : La Côte-Nord abandonnée par le parti... pas le parti, mais le gouvernement libéral, elle voulait dire : La Côte-Nord développée par le Parti libéral. Parce que c'est ça qui se passe, M. le Président. Vous n'avez seulement qu'à regarder le taux de chômage. La députée a beau dire qu'est-ce qu'elle voudra, le taux de chômage est à 6,2 % sur la Côte-Nord, M. le Président. Vous allez comprendre également que ça, ça fait partie d'un grand objectif du gouvernement libéral actuel qui est de 250 000 emplois sur cinq ans. On est rendus pratiquement à 200 000 emplois de créés, il reste une année, M. le Président.

Donc, j'imagine que la Côte-Nord fait encore partie du Québec. Et 6,2 % de chômage, c'est réaliste. Le Québec est, je vous dirais, un exemple, partout au Canada et également partout dans le monde. Quand même que la députée de Duplessis viendrait nous dire que c'est faux, c'est la réalité. Elle est obligée de se mettre les yeux devant les trous, M. le Président, parce qu'en réalité, là, c'est ça qui se passe sur la Côte-Nord, il y a moins de chômage.

Et tout au long de mon intervention, M. le Président, vous allez comprendre que je vais faire la démonstration en commençant par : C'est qui qui est responsable de la Côte-Nord au moment où on se parle? C'est le président du Conseil du trésor, un ministre extrêmement, extrêmement important et, je vous dirai, influent au niveau du Conseil des ministres. C'est qui qui était ministre responsable de la Côte-Nord dans le temps du gouvernement péquiste, M. le Président? Ce n'était personne. J'ai été voir sur les photos s'il y en avait un qui s'appelait Personne. Il n'y a personne qui s'appelle Personne au niveau des photos, sur les photos qu'on a ici, à l'Assemblée nationale.

Justement, quand on veut donner l'importance d'une région, on y donne un ministre responsable, M. le Président. Personne au niveau du gouvernement péquiste. Puis la députée de Duplessis vient nous faire une remontrance par rapport à donner l'importance à la Côte-Nord. Oui, le gouvernement libéral développe la Côte-Nord, le gouvernement libéral fait ce qu'il faut pour que la Côte-Nord soit gagnante dans l'économie du Québec, et la preuve en est qu'on a un ministre responsable, M. le Président. Je reviendrai plus tard. Vous allez voir que les preuves, elles sont flagrantes par rapport à ce qui s'est passé dans le temps du PQ et ce qui se passe au niveau du gouvernement libéral actuel, M. le Président.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le député de Dubuc. Maintenant, la troisième série d'interventions, et nous allons poursuivre avec M. le député d'Arthabaska, toujours cinq minutes. M. le député.

**M. Lefebvre :** Merci beaucoup, M. le Président. Tout d'abord, vous saluer, M. le Président, M. le ministre, collègues du gouvernement, collègues de l'opposition officielle et les gens qui les accompagnent. Permettez-moi de prendre quelques secondes pour vous remercier pour ce qui est arrivé à la dernière interpellation lorsque j'avais eu un malaise, M. le Président. Il y avait des gens qui étaient là avec moi puis qui m'ont supporté dans ça, et j'ai eu plein de beaux messages à mon retour en Chambre. Alors, je tenais à vous en remercier personnellement.

**Le Président (M. Auger) :** Très apprécié.

**M. Lefebvre :** Naturellement, Côte-Nord, très heureux d'être ici pour parler de la Côte-Nord comme porte-parole de la Côte-Nord. Écoutez, un des volets que je veux apporter, c'est le transport au niveau des traversiers, Tadoussac—Baie-Sainte-Catherine, traversier Matane—Baie-Comeau—Godbout. Mon collègue député de Nicolet-Bécancour a démontré de façon assez claire, là, que la Société des traversiers du Québec, la STQ, a multiplié des erreurs de gestion, plusieurs mauvaises décisions qui ont été prises, réparations, les délais. Pour moi, c'est inacceptable.

J'ai quelques faits, là, qui sont là, qui sont assez clairs. Pour la traversée Tadoussac—Baie-Sainte-Catherine, on a acheté deux nouveaux traversiers, en 2011, qui étaient supposément au coût de 120 millions — on a révisé le prix en 2013, 125 millions — qui devaient être livrés en 2015. Comme, malheureusement, la STQ nous a habitués, on a eu des dépassements de coûts, des retards. On est rendus, M. le Président, à 250 millions. 250 millions, c'est le double de ce qui avait été prévu. On a dépassé de deux ans la date qu'ils devaient être livrés au tout début. Toujours pas de nouveaux navires pour Tadoussac—Baie-Sainte-Catherine. On parle, là, qu'on devrait les avoir au printemps 2018.

Ça va tellement mal dans le dossier que c'est le ministère de l'Économie qui a dû prendre en charge le contrôle du dossier de construction de ces traversiers-là. Puis en même temps, bien là, il y a le premier ministre qui est en tournée dans la région puis qui a promis de créer un bureau de projet pour la construction d'un pont au-dessus de la rivière Saguenay. Bien là, si on veut ouvrir un bureau pour un pont, moi, ma question, c'est : Est-ce que le premier ministre sait que, présentement, il y a deux traversiers qui sont en construction au coût de 250 millions puis que, naturellement, ce pont-là, bien, s'il arrive, bien, les traversiers de 250 millions, on en fait quoi avec? Au niveau de la gestion, là, c'est assez spécial. Ça fait 40 ans que les gens de la Côte-Nord nous parlent d'un pont. Les libéraux sont maintenant au pouvoir depuis près de 15 ans, et là tout d'un coup ça deviendrait une priorité.

Ce que je comprends, là, c'est que le premier ministre était en tournée, voulait faire un pitch de vente, permettez-moi l'expression. Mais le ministère, là, il n'avait aucune intention de faire une étude pour la construction de pont, et c'est logique parce qu'il voyait qu'il y avait justement deux traversiers qui étaient en construction au coût de 250 millions. Et là ça fait deux mois qu'il est passé, il n'y en a toujours pas, de bureau de projet. Ça fait que, naturellement, le ministère n'était probablement pas en accord avec ça. C'était une improvisation lors de la visite qui a été faite là-bas. Et c'est l'économie, là, de la Côte-Nord qui est en jeu, ce n'est pas le temps d'improviser.

Moi, ce que j'aimerais savoir : C'est quoi, le plan pour la Côte-Nord? C'est quoi, les indicateurs de performance qu'on veut se mettre en place pour le développement de la Côte-Nord? Les résidents de la Côte-Nord, ils méritent mieux que de l'improvisation. Moi, ce que je veux, c'est qu'on puisse leur donner l'heure juste. Qu'est-ce qui se passe avec le projet du pont du Saguenay? Qu'est-ce qui se passe avec le traversier Tadoussac—Baie-Sainte-Catherine? Est-ce que le gouvernement a pris le temps de faire une planification des transports pour cette région-là?

Puis malheureusement ce n'est pas le seul dossier avec lequel je veux parler au niveau du transport. On a également le F.-A.-Gauthier, qui est le lien entre Baie-Comeau—Matane. Lui, il a été acheté en 2015, neuf. Il y a eu 206 réparations dans la première année d'utilisation. Ça coûte 1 million de dollars par année en réparations, la même chose que notre bon vieux traversier qui a 41 ans de vie utile coûtait 1 million de réparations par année. Puis en plus il n'offre pas un service fiable, il est en panne, puis tellement qu'on se doit de garder notre vieux traversier qui a 41 ans, on doit le garder en fonction. Ça a coûté 2,6 millions jusqu'à maintenant pour le garder en activité. Alors, le F.-A.-Gauthier, lui, est resté pris sur le fleuve, il a été obligé de faire un demi-tour. Est-ce que c'est normal comme situation? Je pose la question, mais poser la question, c'est y répondre. La réponse, c'est non, ce n'est pas normal. On se doit d'avoir un service fiable au niveau du transport, présentement, du côté de la Côte-Nord. Et ça, pour les gens, bien, ça occasionne, naturellement, des coûts, ça occasionne des retards au niveau de la livraison, une instabilité pour les gens d'affaires. Merci.

**Le Président (M. Auger) :** Désolé, c'est tout le temps que vous aviez pour cette première série d'interventions. M. le ministre.

**M. Arcand :** Merci, M. le Président. Je salue, évidemment, le député d'Arthabaska, qui est inquiet des bateaux — alors, je peux vous dire que les bateaux vont finir par arriver, nous allons avoir cela — et, si on fait le bureau de projet, comment on va faire le bureau de projet. Quand c'est annoncé par le premier ministre, c'est que ça va se faire. Et cependant c'est un projet sur plusieurs années. En attendant, ça va prendre des bateaux neufs parce que non seulement on a besoin de travailler à améliorer et à renouveler un peu les infrastructures, mais on a aussi besoin d'avoir des navires qui peuvent fonctionner en faisant moins de gaz à effet de serre. Ça fait partie de la vision du gouvernement. Puis, si dans quelques années, quand le projet va prendre forme, et puis si les bateaux sont encore bons, bien, ils pourront être utilisés ailleurs. C'est la façon dont on fonctionne, puis c'est la vision qu'on a.

Et cette vision, pour nous, est importante parce que sur le plan, je dirais, maritime, on a des ports extrêmement intéressants aussi dans la région. Et, entre autres, je voudrais vous parler du port de Sept-Îles. Le port de Sept-Îles, là, c'est une porte d'entrée qui est très importante. Le port de Baie-Comeau, c'est une porte d'entrée qui peut être aussi très importante. Le port de Sept-Îles est plus massif, plus gros, il y a eu beaucoup d'investissements qui ont été faits au cours des dernières années. Lorsque les gens me disaient, à Sept-Îles, entre autres, que, lorsqu'on parle d'infrastructures, lorsqu'on parle de ce qui doit être fait, on se rend compte que, si les entreprises fonctionnent passablement au maximum, le port de Sept-Îles va avoir le même genre de tonnage que le port de Vancouver. Ce n'est pas rien, là. Ce n'est pas rien, c'est très significatif, là. On ne parle pas d'une région qui est éloignée et qui n'a pas de potentiel, là. On parle d'une région qui va être capable de se mesurer avec l'ensemble des joueurs importants dans ce domaine.

• (11 heures) •

Et les entreprises... Moi, pour l'avoir vécu, je suis allé en Orient, entre autres, pour rencontrer des investisseurs qui sont, soit dit en passant — investisseurs japonais, chinois — extrêmement intéressés par ces projets. Et, quand on leur dit : Écoutez, le port de Sept-Îles, en particulier, il y a un accès quand même assez facile vers les États-Unis puis il y a un accès aussi vers l'Europe qui est relativement facile aussi, ils trouvent ça extrêmement important. Quand on leur dit que le port de Sept-Îles a la capacité de pouvoir faire en sorte que les navires les plus importants, ceux qu'on appelle les Chinamax, là, qui sont les énormes bateaux qui transportent le minerai de fer, il n'y a pas de problématique pour pouvoir faire le chargement de ça, bien, je peux vous dire que c'est un actif extrêmement important.

Et d'ailleurs on travaille actuellement... la Société du Plan Nord a travaillé, entre autres, avec cette nouvelle société qu'on a créée, qui est la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire, pour investir non seulement dans l'acquisition des infrastructures, mais également de travailler à l'amélioration des équipements, des convoyeurs, de faire en sorte qu'entre autres nous ayons des ententes de partenariat. Parce que ce qu'il faut que les gens comprennent très bien dans le dossier qui est devant nous, c'est que l'achat des terrains que nous avons fait va faire en sorte que les entreprises, au cours des prochaines années... aucune n'aura un pouvoir de veto comme c'était le cas auparavant, un pouvoir de nuisance versus leurs concurrents. Et donc ça va être véritablement, là, un transport multiusager qui va pouvoir se faire, et chaque entreprise va être un genre de commanditaire dans l'avenir et va pouvoir, donc, avoir accès au port de façon importante. Et, comme vous le savez, ce n'est pas tout d'aller chercher du minerai des mines, d'aller chercher des ressources naturelles, il faut aussi que le coût du transport soit compétitif, que l'accès soit facile et qu'on puisse continuer à avoir vraiment un coût très compétitif pour l'avenir. Alors, c'est ça, notre vision. C'est la vision qu'on a de développer la Côte-Nord sur ce plan-là. Et aussi cette vision qu'on a, c'est de diversifier la Côte-Nord pour ne pas dépendre seulement du secteur minier et de travailler avec l'accès au gaz naturel, avec l'accès à ces éléments-là pour pouvoir diversifier la Côte-Nord et qu'elle ne dépende pas d'une seule et unique activité.

**Le Président (M. Auger) :** Merci. Merci, M. le ministre. M. le député de Saint-François, toujours cinq minutes.

**M. Hardy :** Merci, M. le Président. J'aimerais maintenant aborder un sujet qui est important à mes yeux, celui de l'économie. Depuis le début de notre mandat, notre gouvernement a agi concrètement afin de contribuer à son rayonnement et à la soutenir.

D'abord, depuis le 1er avril 2014, il y a eu, M. le Président, 30 interventions financières d'Investissement Québec d'une valeur de près de 325 millions de dollars. Cela a permis d'appuyer des projets totalisant plus de 580 millions de dollars et de créer ou de consolider 232 emplois dans la région.

Ensuite, dans le cadre du volet 2 de la mesure Startup Québec issue du Plan d'action en économie numérique, Développement économique Sept-Îles va rendre disponible des ressources à plein temps afin de mieux répondre aux besoins

des entrepreneurs. Évalué à 325 000 \$, ce projet d'incubateur d'entreprises bénéficiera d'un appui gouvernemental de 225 000 \$.

Enfin, toujours dans l'optique de soutenir l'économie de la Côte-Nord, nous avons conclu des ententes de collaboration avec Baie-Comeau et Port-Cartier en vue d'implanter deux zones industrialo-portuaires. Notre gouvernement financera jusqu'à 70 % des dépenses associées à la réalisation des plans de développement jusqu'à concurrence de 125 000 \$ par zone industrialo-portuaire.

En terminant, M. le Président, j'aimerais me pencher sur l'une des priorités de notre gouvernement, celle de la santé. Nous avons posé plusieurs gestes concrets afin de mieux servir la population locale. Juste pendant le mois de mars cette année, trois annonces importantes ont eu lieu dans la région de la Côte-Nord. D'abord, nous avons autorisé l'agrandissement et le réaménagement de l'urgence à Sept-Îles. Il s'agit d'un projet pouvant atteindre 44,8 millions de dollars. Par la suite, nous avons investi 1 550 000 \$ pour embaucher du personnel dans les 11 CHSLD de la région. Cela représente environ 32 postes de préposés aux bénéficiaires, d'infirmières auxiliaires ou d'infirmières. Enfin, grâce à un investissement de 478 880 \$, notre gouvernement a permis la création de 16 nouvelles places en santé mentale à l'extérieur du milieu hospitalier. Plus précisément, il s'agit de quatre places d'hébergement de longue durée, quatre places de transition, quatre places de soutien en logement social et quatre places pour la gestion de crise et l'observation.

Pour conclure, M. le Président, il est faux d'affirmer que la Côte-Nord est abandonnée par le gouvernement libéral. Je pourrais énumérer l'ensemble de nos réalisations dans cette région, mais nous serions encore là pour de nombreuses heures si je le faisais. Je pense que le temps est limité pour en parler, je vais donc m'en tenir à celles que je viens de mentionner. Et je vous remercie beaucoup.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le député de Saint-François. Maintenant, nous en sommes à la quatrième série d'interventions, avec le député de René-Lévesque.

**M. Ouellet :** Merci beaucoup, M. le Président. Donc, à mon tour de saluer les collègues de la partie gouvernementale, ainsi que ma collègue de Duplessis, et le collègue d'Arthabaska.

Écoutez, j'ai été un peu piqué dans ma fierté nord-côtière en disant que les Nord-Côtiers, on serait quasiment juste des chialeux, on verrait le monde dans une lunette négative. Alors, on ne sera pas dans l'émotion, on va être dans la véracité. Les gens de la Côte-Nord sont des gens vrais et authentiques. Lorsque le ministre dit que 90 % de son cabinet est venu visiter la Côte-Nord, le vrai chiffre, c'est 90 % sont allés à Sept-Îles. Alors, quand je rencontre les gens chez nous, qu'est-ce qu'ils me disent? Comment ça que les ministres ne viennent pas chez nous? Ils n'ont rien annoncé?

Là, je comprends que le ministre va dire : Bien, écoutez, oui, on est venus donner un coup de pelle pour annoncer 1,2 kilomètre d'investissement pour relier le parc Jean-Noël-Tessier au parc industriel et donc le connecter à la route 389 pour l'arrivée de Mason Graphite. Écoutez, le maire Martel, mon maire, annonçait le début des travaux à la fonte des neiges l'année passée. On va terminer les travaux d'ici à l'automne, là, si la neige n'est pas commencée à tomber — elle a déjà commencé à tomber — pour finir. Ça a été un cafouillis bureaucratique. J'ai même été obligé d'intervenir auprès du ministre pour que les autorisations soient envoyées directement à la municipalité. Les contracteurs étaient prêts, la période était ouverte, mais malheureusement, dans le cafouillage entre le ministère des Transports et la Société du Plan Nord, on ne réussit pas à débloquer les autorisations.

On nous a parlé du Plan Nord. Écoutez, j'ai eu l'opportunité de discuter avec le P.D.G., et je ne remets absolument pas sa compétence et sa volonté, mais on l'a mis dans une structure qui, malheureusement, ne lui donne pas les moyens de ses ambitions. Tellement, là, que, si le ministre jasait avec les administrateurs de la Société du Plan Nord, il verrait un peu leur anxiété, parce que présentement, là, l'ensemble des ressources sont concentrées exclusivement à gérer le dossier de Cliffs. Puis ça, le dossier de Cliffs, M. le Président, là, je veux juste vous le rappeler, là, on a mis 100 millions là-dedans, là, puis, quand on regarde le rapport d'activité 2015-2016, là, ça ne vaut plus 100 millions, M. le ministre, ça vaut 88 millions. On a déjà fait une perte avec ces investissements-là. Alors, ils sont à temps plein là-dessus. Alors, mon monde me disent : Le Plan Nord, O.K., projet Renouard, O.K., Stomoway, O.K., Cliffs, qu'est-ce qu'il y a pour la Manicouagan? Qu'est-ce qu'il y a pour la Haute-Côte-Nord, M. le Président? La réponse, c'est : Rien.

Le ministre nous a parlé du FARR tout à l'heure. Écoutez, M. le Président, 1,6 million de moins de ce que mes maires avaient avant. Et, pire que ça, on met ça dans les mains du ministère des Affaires municipales pour faire du décaissement, alors qu'anciennement c'étaient les élus qui les avaient entre les mains. Alors, dites-moi pas que le gouvernement libéral s'occupe du développement économique et redonne les clés du développement dans les mains de sa population. Il a les deux mains dedans, et malheureusement les résultats ne sont pas là.

Taux de chômage, on se vante qu'il est à 6 %. Vous irez voir la population en Haute-Côte-Nord qui vivent le trou noir. Quand ils ont fini leur période de travail puis ils ont fini leur chômage, ils sont sur le bien-être social. Ça fait qu'un taux de chômage à 6 % en Haute-Côte-Nord, ce n'est pas la réalité, M. le Président.

On a insulté aussi mon prédécesseur, M. Marjolain Dufour, comme de quoi qu'il n'était pas ministre, il ne s'occupait pas de la Côte-Nord. On a eu à deux reprises, lors du gouvernement, des députés responsables de la Côte-Nord : le collègue du Lac-Saint-Jean et celui que j'ai remplacé, M. Marjolain Dufour. Alors, le député de Dubuc pourrait se garder une petite gêne en disant que la Côte-Nord n'a pas été occupée par des ministres. Nous, c'est du monde des régions et non pas un député de Montréal qui s'en est occupé.

• (11 h 10) •

En terminant, M. le Président, parce que le temps file, la route 138, ça va puis ça ne va pas. Je la parcours à chaque jour, à chaque semaine pour venir à Québec, et effectivement il y a une énorme entrave qui s'appelle le Saguenay. On a des bateaux qui ont malheureusement coûté le double du prix. Et ce que les gens me disent, là : Martin, sécurité, fluidité,

est-ce qu'on va avoir un pont un jour? Parce que c'est ça que les gens se posent depuis 10, 15, 20 ans. Les dernières études nous ont sorti des aberrations sur sa faisabilité, et la décision du gouvernement, ça a été d'investir dans des bateaux.

Aujourd'hui, là, puis encore la semaine passée, on se rendait compte, là, la route 389 a été coupée, la route a été coupée, on est isolés. Ça fait que, oui, on est abandonnés. Et les gens veulent savoir le plan de match du gouvernement pour ce qui est du pont du Saguenay. Le ministre est venu annoncer... Le premier ministre est venu nous dire qu'il allait y avoir un bureau de projet. M. le Président, c'est quoi, ça, un bureau de projet?

Moi, ce que je veux savoir, là, pour ma population puis sa sécurité, là, pour la fluidité du transport, pour permettre à mes PME d'être compétitives — parce que je veux juste rappeler que Boisaco, à toutes les fois qu'ils shippent sur les marchés, annuellement ça leur coûte un demi-million de plus, là — le bureau de projet, c'est quoi, son budget? C'est quoi, ses ressources? À quel endroit? Et surtout est-ce que c'est le ministère des Transports qui va le gérer? Parce qu'on sait, à l'époque, là, il y a eu une partisanerie qui a été démontrée autour du projet, et on se demande, malheureusement, est-ce que la personne qui va s'en occuper sera effectivement impartiale.

Alors, ce que je demande au ministre : Personne-ressource, budget, à quel endroit, qui va s'en occuper et surtout acceptabilité sociale, qu'est-ce qu'on fait?

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le député de René-Lévesque. M. le ministre.

**M. Arcand :** Bien, merci. Je dis tout de suite, d'entrée de jeu, au député de René-Lévesque que je serai, d'ailleurs, à Baie-Comeau lundi. Alors, on aura quelques nouvelles intéressantes à dire aux gens de Baie-Comeau.

Vous savez, les gens de Baie-Comeau, je pense que le gouvernement a fait quand même des choses importantes. Alcoa, hein, on sait qu'Alcoa a probablement parmi les meilleurs tarifs électriques. C'était pour sauver des emplois dans la région de Baie-Comeau.

Quand je parle au président d'Hydro-Québec, puis je dis au président d'Hydro-Québec... Hydro, c'est un employeur particulièrement important dans la région de Baie-Comeau, avec la Manic, avec tout ça. Et on a des projets également de construction de lignes, là, quelques enjeux avec certaines communautés innues, mais il y a des projets de construction importants qui peuvent se faire également dans la région et qu'on va finir par réaliser.

On a parlé un peu plus tôt du projet de Mason Graphite, qui était aussi un projet qui, pour nous, est important. On travaille, là comme à Sept-Îles, sur la possibilité de faire en sorte que, je dirais, l'action régionale soit présente, que les emplois régionaux soient présents aussi lorsqu'il y a des contrats qui sont donnés. Alors, ça, c'est particulièrement important.

D'abord, pour le bureau de projet, l'annonce qui a été faite par le premier ministre va se poursuivre, et on sera en mesure très bientôt de vous donner tous les détails sur la question du bureau de projet, combien de budget, etc. C'est plusieurs millions de dollars, un bureau de projet, et les informations à cet effet seront prévues très bientôt. Mais vous savez pourquoi nous n'avons pas immédiatement lancé ça avant aujourd'hui? Et ça, je tiens à le dire au député : la région n'avait pas de consensus. Quand vous parlez au maire de Tadoussac et que vous lui dites : Écoutez, on a un pont, pas fondamentalement contre par rapport à un pont, mais la première chose qu'il va vous dire, c'est : Il y a 130 personnes qui travaillent sur les traversiers. Si vous mettez un pont, ça va peut-être être bon pendant la période de construction, mais qu'est-ce qu'il va arriver des 130 emplois des gens qui travaillent actuellement sur le traversier? Alors, ça, c'est quelque chose sur lequel il faut se pencher. Pas toujours simple de faire ce genre d'élément là.

Et donc, au départ, on ne peut pas dire que le consensus dans la région sur la question du traversier, il était à 100 %. On a senti, lors de notre dernière visite à la fin d'août, qu'il y avait véritablement une volonté de l'ensemble des maires de vouloir faire le projet et que le consensus, cette fois-ci, il était beaucoup plus au rendez-vous. Et c'est pour ça qu'on a décidé de pouvoir s'assurer, justement, que l'on puisse travailler à créer ce bureau de projet et faire le maximum pour la région de Baie-Comeau.

Maintenant, moi, je travaille pour l'ensemble de la Côte-Nord. Je fonctionne dans cette direction-là. J'essaie, évidemment, d'équilibrer, parce que je sais qu'il y a à la fois une grande amitié et une certaine rivalité, il faut bien le dire, entre Baie-Comeau et Sept-Îles, particulièrement dans le secteur de la santé. On avait décidé de mettre le CISSS à Baie-Comeau plutôt qu'à Sept-Îles. Est-ce qu'il y avait assez de monde à Sept-Îles versus Baie-Comeau? Je pense que le ministre de la Santé a eu l'occasion de faire le tour de la région et de s'assurer, justement, que les choses fonctionnaient bien. Mais, comme toute nouvelle organisation, parfois, au départ, il faut des ajustements, il faut que les choses... je dirais, qu'on puisse travailler pour que ces choses-là avancent mieux.

Mais de façon générale, nous croyons aussi que la région de Baie-Comeau est tout aussi importante que la région de Sept-Îles, que la région de Baie-Comeau a un potentiel extraordinaire, un potentiel différent. Et l'idée générale que nous avons à travers nos projets, c'est quoi? L'idée générale, c'est justement — et ça, le premier ministre a été très clair, il l'a dit à plusieurs, plusieurs reprises — d'avoir une politique d'occupation du territoire, c'est de désenclaver la région de la Côte-Nord. Ce n'est pas normal que ce soit compliqué d'aller sur la Côte-Nord. Et surtout que, dans les régions, à partir de Tadoussac jusqu'en Minganie, il y a un potentiel touristique aussi qui est particulièrement important.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le ministre. M. le député de Dubuc.

**M. Simard :** Merci, M. le Président. J'entendais tout à l'heure le député de René-Lévesque dire, bon, qu'il y avait un ministre. Ce n'était pas un ministre qu'il y avait, M. le Président. En tout respect de son collègue, ce n'était pas un ministre. Il faut bien comprendre ça, puis il faut le dire. C'est comme ça que c'est.

Maintenant, je l'entendais, M. le Président, pour... C'est parce que, dans sa carrière, M. le Président, mon collègue a travaillé dans le développement économique. S'il regardait le résultat dans le temps qu'il n'était pas là, là... Dans le temps

du gouvernement précédent, il n'était pas là. Parce que, s'il avait été là, M. le Président, je pense qu'au niveau du développement économique il aurait changé de côté de Chambre, parce qu'en réalité il ne s'est rien passé. Le gouvernement péquiste n'avait absolument aucune vision de développement de la Côte-Nord, M. le Président, absolument rien.

Tantôt, je l'entendais parler, M. le Président, sur le qui, le quand et le combien. Vous savez, quand on fait un budget sans crédits...

**Le Président (M. Auger) :** Juste un instant. Mme la députée de Duplessis, question de règlement?

**Mme Richard :** Bien, juste une question de règlement. Il ne peut pas imputer des motifs, là, je regrette. Quand on était au gouvernement, là, ce n'est pas tout à fait ce que c'est que le député de Dubuc dit, là. Je lui rappellerais qu'il a déjà été lui-même ministre, puis ce n'est pas lui que j'interpelle aujourd'hui, parce qu'on en aurait long à dire. Ça fait que je vous demande qu'il soit prudent dans ses propos.

**Le Président (M. Auger) :** M. le député de Dubuc.

**M. Simard :** Merci, M. le Président. Ce n'est pas une question de règlement, M. le Président. Quand on fait un budget sans crédits, M. le Président, mettons que le qui, le quand et le combien, on y repassera, M. le Président, parce qu'honnêtement, là, la planification, ça fait pitié.

Maintenant, M. le Président, le premier geste posé par le ministre responsable de la région de la Côte-Nord, qu'est-ce qu'il a fait? D'abord, bien sûr, il a regardé qu'est-ce qui fonctionnait mal, qu'est-ce qui fonctionnait bien et où on peut s'améliorer. C'est la première chose qu'il a faite. Parce qu'en réalité, M. le Président, si on veut développer la Côte-Nord socialement, commercialement et industriellement, il faut absolument qu'on sache où on est pour savoir où on veut aller, et puis de quels moyens il faut prendre pour y arriver.

Donc, le premier geste, M. le Président, pour assurer l'économie de la Côte-Nord, il a mis en place deux antennes du Plan Nord. Parce que, que mes amis d'en face le veuillent ou ne le veuillent pas, le Plan Nord, c'est important pour la Côte-Nord, M. le Président. Il y a des argents importants qui sont investis dans le Plan Nord, et ça va véritablement aider les Nord-Côtiers, et c'est exactement ce que le ministre responsable de la Côte-Nord fait avec le gouvernement du Parti libéral, M. le Président. C'est clair que, si le Plan Nord n'est pas développé, M. le Président, la Côte-Nord ne se développera pas. Mes collègues d'en face appelaient ça le Plan mort. Vous voyez un petit peu c'est quoi qu'on pensait de la Côte-Nord. Le Plan mort, c'est ça qu'ils ont fait, M. le Président, ils ont laissé mourir la Côte-Nord.

• (11 h 20) •

Et avec ces antennes, M. le Président, qui vont accompagner, qui vont accompagner les entreprises, les accompagner, justement, pour qu'est-ce qui... au niveau des contrats, leur expliquer de quelle façon ça doit être mis en place, etc., scinder différents contrats, écouter les gens de la Côte-Nord. Parce que c'est important d'écouter. Puis, lorsqu'on écoute, M. le Président, ce n'est pas juste... On entend et on écoute. Nos enfants nous disent ça souvent : Papa, tu m'entends, mais tu ne m'écoutes pas, ça fait que... puis ça, notre femme dit ça de temps en temps aussi, ceci dit en passant, M. le Président. Mais c'est important qu'on puisse, nécessairement, entendre les gens de la Côte-Nord, mais aussi les écouter. Et c'est la raison pour laquelle les antennes sur la Côte-Nord ont été mises en place, pour accompagner les différents intervenants, M. le Président.

Et, à partir de ce moment-là, donc, le ministre responsable de la Côte-Nord, M. le Président, s'il veut relancer l'économie, que la Côte-Nord prenne sa place véritablement, il va y avoir des moyens à mettre en place. Et je dois vous dire que ce n'est pas le gouvernement précédent qui a fait ça. Je m'excuse, là, mais le gouvernement précédent n'avait absolument aucun... n'avait rien de concret en matière de développement régional, et on le voit par rapport aux résultats, parce que le taux de chômage dans ce temps-là, il montait comme ça, et aujourd'hui il est en descendant, M. le Président.

Un geste important qui a été posé, M. le Président, au début de mandat, ça a été l'acquisition des installations de Pointe-Noire. Pourquoi? Parce que c'est structurant pour la Côte-Nord. On veut nécessairement qu'on soit en mesure d'exporter vers les grands marchés tout ce qui est produit sur la Côte-Nord. Et c'est exactement ce que mon collègue a fait, il a travaillé pour l'acquisition de ces territoires-là qui enclavaient le port de Sept-Îles.

Et, bien sûr, je vais revenir, M. le Président, dans quelques instants pour vous faire la démonstration que ce que le gouvernement libéral fait, c'est véritablement développer la Côte-Nord et non pas l'oublier, la Côte-Nord, chose que mes collègues d'en face ont faite pendant leur mandat.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le député de Dubuc. Cinquième série d'interventions, M. le député de René-Lévesque, toujours cinq minutes.

**M. Ouellet :** Merci beaucoup, M. le Président. On a parlé beaucoup d'économie, on a parlé beaucoup d'emploi. Vous comprendrez que, sur mon territoire, c'est important, mais il n'y a pas juste ça, hein, M. le Président. Dans le bilan libéral qu'on dénonce aujourd'hui, les services de proximité ont été mis à mal chez moi et, dans certains cas, ils sont même déficitaires. Ma collègue de Duplessis le disait tout à l'heure, notre CISSS est en déficit prochain de tout près de 14 millions. Ce n'est pas compliqué, M. le Président, depuis trois ans, depuis la création du CISSS, ils sont juste en déficit.

On n'a pas de direction des ressources... On a eu trois directions des ressources humaines depuis deux ans. Le syndicat des infirmières parle d'une structure monstrueuse et ingouvernable. 95 000 de population sur 1 300 kilomètres carrés. M. le Président, on aurait espéré que le ministre responsable de la région porte sa voix au ministre de la Santé pour faire bien comprendre la problématique particulière de donner des services de santé de proximité dans un territoire aussi grand

et aussi vaste que la Côte-Nord, mais aussi si faiblement peuplé en termes de densité. Tellement aberrant, M. le Président, que le D.G., pour essayer de se démêler dans tout ça, là, il va commencer à nommer... pas le D.G., pardon, mais le P.D.G. va se mettre à nommer des gestionnaires de proximité. Avant ça, M. le Président, on avait des directions régionales et des directions dans les centres hospitaliers. Ça fait que ce qu'on a voulu déconstruire dans la structure, on est en train de le refaire d'un autre côté. Donc, on va remettre de l'argent dans la structure, et ma crainte, M. le Président, c'est qu'il n'y ait pas suffisamment d'argent pour les services.

Et, parlant de services, j'en ai deux... Et là j'invite M. le ministre responsable d'ouvrir ses oreilles parce que je vais avoir besoin de lui. J'ai tout essayé, puis ça n'avance pas. Projet d'hémodialyse, M. le Président, sur la Côte-Nord. J'ai fait un point de presse, j'ai fait une question au ministre, j'ai envoyé une lettre, je n'ai pas eu d'accusé de réception. On aimerait avoir un service d'hémodialyse sur la Côte-Nord, M. le Président. Écoutez, une personne, chez nous, là, qui reçoit des traitements en hémodialyse trois fois par semaine à partir de Forestville pour aller à Chicoutimi, ça lui coûte 523 \$ par semaine, soit l'équivalent de 6 200 \$ par année. Ça, c'est sans compter les 15 336 kilomètres à parcourir pour ses traitements, et ce, juste pour trois mois. M. le Président, on a l'équipement, on a les ressources matérielles, on a les ressources humaines, il nous manque juste de l'argent.

Alors, je m'attends à ce que le ministre responsable fasse ses représentations pour permettre, comme l'Outaouais l'a reçu, là... dans une circonscription totalement libérale, ont reçu toutes les sommes nécessaires pour leur hémodialyse. Ma collègue de la Côte-Nord, du côté de Duplessis, l'a. Malheureusement, il y a des enjeux pour le recrutement. Ils sont même débordés, sa gang est obligée de sortir pour aller à l'extérieur. Donc, ce que je vais demander au ministre, c'est un coup de main pour que, très rapidement... Puis c'est peut-être ça qu'il va venir nous annoncer lundi, là. Il pourrait, là, il y a une belle tribune aujourd'hui pour nous l'annoncer, là, puis c'est peut-être ça qu'il va venir nous annoncer, un service d'hémodialyse pour que les gens qui sont en insuffisance rénale n'aient plus à se taper la route 138 pour se rendre à leurs soins de santé. C'est ça que les gens demandent.

Deuxième chose, M. le Président, la Maison Nazareth. Écoutez, encore une fois, une situation catastrophique. Cette maison accueille neuf personnes avec une déficience intellectuelle avec ou sans handicap physique, et ils sont malheureusement, je vous dirais, subventionnés par le CISSS et non pas par le PSOC. Et je vous ai parlé tout à l'heure du creux budgétaire de 14 millions qui s'en vient, ils craignent pour 2018, M. le Président, ils craignent. Qu'est-ce qu'on va faire pour ces personnes-là? Où est ce qu'on va les envoyer? Ils sont déficitaires depuis cinq ans, et le déficit anticipé pour 2017, c'est 50 000 \$. Alors, on parle beaucoup de l'effet libéral en emploi. Moi, je cherche à le mesurer encore, M. le Président, et je ne le mesure pas positivement.

Mais, s'il y a une chose que je suis capable de mesurer très négativement, c'est la perte de services. Donc, la Maison Nazareth, le centre d'hémodialyse sur la Côte-Nord, ce sont des services qu'on doit offrir à nos populations. Et je m'attends à ce que le ministre, avec toute sa grandeur et tout son poids du Conseil du trésor, puisse convaincre le ministre de la Santé à y mettre les moyens, parce qu'on s'en va vers un gouffre, M. le Président, là, je vous le répète : 14 millions de déficit, trois directions des ressources humaines, pénurie de main-d'oeuvre. C'est le chaos total dans mes soins de santé, dans mes services de santé de façon générale. Puis, quand j'arrive dans les soins spécialisés comme la Maison Nazareth, comme l'hémodialyse, je n'ai pas de moyens. Alors, qu'est-ce c'est que vous pensez que les gens font, M. le Président? Ils quittent la région. Alors, d'un côté, j'ai les jeunes qui s'en vont étudier à l'extérieur et qui ne reviennent pas parce qu'ils n'ont pas d'emploi; d'un autre côté, mes personnes âgées, mes personnes plus vulnérables, qui ont besoin de services et qui n'en ont pas, quittent. Alors, je me trouve avec juste des gens qui viennent, M. le Président, travailler chez nous, mais ils ne naissent pas ici puis ils quittent après. Alors, est-ce que c'est ça que je veux pour faire de l'occupation dynamique du territoire? Moi, je veux des gens qui travaillent, qui font des enfants, qui réussissent leur vie, puis qui réussissent aussi leur retraite, et qui peuvent passer leurs vieux jours chez nous.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le député de René-Lévesque. M. le ministre.

**M. Arcand :** Bien, merci, M. le Président. Je peux rassurer le député de René-Lévesque sur quelques éléments. Premièrement, dans mon comté montréalais, j'ai plusieurs hôpitaux qui font partie de ce comté. Et maintenant que je suis au Conseil du trésor et à cause de ça, évidemment, j'avais des discussions fréquentes avec le ministre de la Santé. J'ai parlé à plusieurs reprises, également, des enjeux de la Côte-Nord avec le ministre de la Santé, et les solutions sont possibles, les solutions sont possibles, et on va y travailler.

Et je n'ai pas besoin de vous dire également que maintenant, dans ma fonction responsable de l'Administration gouvernementale... La santé, c'est 50 % du budget du gouvernement du Québec, je n'ai donc pas besoin de vous dire jusqu'à quel point je serai très près du ministre de la Santé au cours des prochaines semaines et des prochains mois également et j'aurai l'occasion de lui parler, même si je sais qu'il connaît très bien les enjeux qui ont été véhiculés par le député de René-Lévesque.

Maintenant, je tiens, encore une fois, à dire qu'il y a toujours, au Québec, une certaine rivalité qui existe entre les régions. Quand on parle du Plan Nord, quand j'arrive à Chibougamau, bien, on me dit : Tu t'occupes seulement de la Côte-Nord. Quand je vais vers la Baie-James, bien, on me dit : Écoute, est-ce que tu t'occupes de la région de Lebel-sur-Quévillon, etc.? Et, quand je vais à Sept-Îles, bien, le maire d'Anticosti me dit : Est-ce que vous allez avoir un plan? Puis, en théorie, Anticosti ne fait pas partie, théoriquement, du Plan Nord, alors il me dit : Vous allez me laisser à l'abandon, etc. Et c'est pour ça qu'on a annoncé, d'ailleurs, le travail qui, pour nous, était très important, c'est-à-dire le travail de nous assurer, justement, qu'il y ait un projet dans lequel il y aurait possiblement un lien entre la Côte-Nord, peut-être, et Anticosti, et la Gaspésie. Ça fait partie des visions possibles qui ont été mentionnées.

Maintenant, ce que je peux dire, de façon générale, c'est que, sur les questions de santé, nous sommes très, très au fait de la situation. Et je peux dire au député que nous allons y travailler très fort, et je suis certain que d'ici 2018 vous

allez voir des résultats. Et il faut aussi comprendre pourquoi, justement, la situation budgétaire, elle est difficile, entre autres au niveau des soins de santé dans la région. Alors, ça, pour moi, c'est clair.

• (11 h 30) •

Moi, je voudrais vous parler aussi aujourd'hui d'un élément qui, pour moi, est aussi important. Parce que, quand on parle, justement, d'accès à la Côte-Nord, un des éléments qui, pour moi, est fondamental, c'est le transport. Il faut trouver des solutions aux coûts, particulièrement le transport aérien régional. On a un sommet qui est prévu au mois de février, au mois de février 2018, et il faut trouver des solutions au niveau du transport aérien régional. Il y a une multitude de compagnies qui existent, de petites entreprises régionales qui desservent, évidemment, différentes localités, c'est soit des charters soit quelques vols réguliers. Les gens se plaignent, malgré tout ça, d'un monopole un peu trop grand d'Air Canada qui fait en sorte que les prix des billets sont exagérés. Et je suis d'accord avec eux qu'il faut essayer de trouver des solutions. Et les solutions, ce n'est pas que le gouvernement intervienne de façon absolue pour favoriser l'un ou l'autre, mais il faut que le gouvernement crée des conditions qui vont susciter une plus grande compétitivité au sein de ces entreprises-là. C'est la seule façon de pouvoir baisser le prix des billets d'avion dans la région de la Côte-Nord, que ce soit à Baie-Comeau, que ce soit à Sept-Îles, que ce soit à Fermont, Wabush, dans ce coin-là, entre autres. Et dites-vous qu'on a le même problème en Abitibi, on a le même problème aux Îles-de-la-Madeleine, on a le même problème en Gaspésie, entre autres, et aussi je pense que le député de Dubuc pourra dire qu'il pourrait y avoir aussi ce même problème là dans la région de Saguenay. Alors, on y travaille, M. le Président.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le ministre. M. le député de Dubuc.

**M. Simard :** Merci, M. le Président. Pour recommencer, justement, à l'endroit où je vous avais laissé, M. le Président, vous allez comprendre que, tout ce que je vous ai donné comme exemples, j'ai fait la preuve que l'abandon de la Côte-Nord, ce n'est pas un fait, M. le Président, c'est beaucoup plus le développement de la Côte-Nord que le gouvernement libéral est en train de faire.

Je ne peux pas, M. le Président, je ne peux pas, pendant cette interpellation, ne pas vous parler du chantier de la centrale de la Romaine, M. le Président. C'est impossible qu'on n'en parle pas. C'est un projet de 6,5 milliards de dollars dont on vient de faire, justement, l'inauguration de la Romaine-3, M. le Président. C'est un projet qui a fait travailler énormément de gens sur la Côte-Nord, énormément. La preuve de ça, c'est que, pendant qu'on construisait ce chantier, souvent j'ai vu ma collègue de Duplessis venir dire : Ça n'a pas de bon sens, nos infrastructures sont surchargées, puis les entreprises ne se trouvent plus d'employés. Même McDonald's avait de la misère à se trouver un employé, M. le Président, et ils ont été obligés de faire venir du monde de l'extérieur, M. le Président. Donc, pendant ce chantier, pendant que la Côte-Nord se développait, effectivement, il y a eu des difficultés de trouver des employés, M. le Président. Et ça, c'était le travail d'un gouvernement libéral, M. le Président. Et il faut bien dire qu'on ne peut pas dire qu'abandonner la Côte-Nord... ce n'est pas un fait pour le gouvernement libéral, M. le Président.

On parle beaucoup, M. le Président, sur la Côte-Nord, de la route 138, puis c'est normal. Moi, je suis allé en Basse-Côte ça fait à peu près un mois, un mois et demi, M. le Président, et puis, véritablement, c'est vrai que la route 138, il faut y travailler parce que ces gens-là ont besoin, nécessairement, d'échanger entre eux, de se promener sur leur territoire et d'avoir accès à Sept-Îles, d'avoir accès aussi à une route qui va les lier à tout le Québec. Donc, à partir de là, c'est une priorité pour le gouvernement, M. le Président, et justement, justement, M. le Président, c'est une infrastructure qui est extrêmement importante pour la Basse-Côte. Et en août 2017, le premier ministre s'est déplacé pour annoncer l'échéancier des travaux pour la route 138. Tout à l'heure, le député de René-Lévesque demandait un échéancier, demandait où, quand, comment, M. le Président. Et voilà que le premier ministre, au mois d'août, est allé annoncer ceci : Dès septembre 2017, les ingénieurs complèteront les plans et devis de tous les tronçons prévus dans le Plan Nord. Les travaux de déboisement entre Kegaska et La Romaine devraient commencer en 2018. 232 millions sont prévus dans le cadre financier du Plan Nord pour le prolongement de la route 138 entre Kegaska et La Romaine et la construction du tronçon de 35 kilomètres entre La Tabatière et Tête-à-la-Baleine, M. le Président. Ça, ça a été fait en août 2017. Donc, M. le Président, le gouvernement du Parti libéral est préoccupé sur le développement de la Côte-Nord, et c'est exactement ce qu'il fait, M. le Président.

On va parler aussi un peu, M. le Président, d'autres dossiers en infrastructures. Parlons du 468 millions qui a été annoncé pour améliorer la route 389. Ça, c'est demandé, justement, par le milieu de la Côte-Nord, et c'est extrêmement important, M. le Président.

Et bien sûr il y a bien d'autres projets qui sont importants pour la Côte-Nord, M. le Président, dans le domaine forestier. Le domaine forestier, rappelons-nous que la première décision du gouvernement libéral, ça a été d'annoncer 225 millions. La première décision, d'annoncer 225 millions en sylviculture. Le gouvernement précédent avait annoncé 235 millions, mais ils ont réalisé 75 millions, M. le Président, puis ça, c'est par année. Ils ont été là plus qu'une année, ils ont fait 75 millions. Donc, c'est là l'importance, M. le Président, que vous voyez, que le gouvernement libéral a sur les régions.

M. le Président, tout au long de mon intervention, j'ai tenté de vous faire la preuve que la Côte-Nord n'est pas laissée pour compte et que, véritablement, ma collègue s'est trompée dans son énoncé. Elle aurait dû, M. le Président, parler de développement de la Côte-Nord au lieu d'abandon de la Côte-Nord. Et je vous le dis, M. le Président, développer, c'est assurer la croissance de quelqu'un, de quelque chose, développer une entreprise, c'est développer ses muscles, c'est s'épanouir et s'accroître. Et accroître un arbre, M. le Président, on sait, c'est sa croissance. Donc, c'est exactement ce que le gouvernement libéral fait avec la Côte-Nord, M. le Président.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le député de Dubuc. Nous en sommes maintenant à la sixième série d'interventions et la dernière. Il n'y aura qu'un intervenant, M. le député d'Arthabaska, pour quatre minutes.

**M. Lefebvre :** Merci beaucoup, M. le Président. Tout d'abord, M. le ministre, quand vous parlez de permettre la compétitivité en transport, pendant ce temps-là le ministre a laissé signer au centre de santé un contrat de gré à gré, avec Air Inuit, de 180 millions. Alors, il faudrait que les bottines suivent les babines, comme on dit en bon québécois.

Mais j'aimerais également parler d'environnement. Hier, ma collègue de l'opposition officielle a pris le temps de dénoncer une situation au niveau du dépotoir qui se retrouve à l'eau à cause de l'érosion des berges. Écoutez, là, au-delà de toute partisanerie, là, c'est inacceptable. On ne peut pas, comme parlementaires, accepter une situation comme ça. Le fleuve, c'est une de nos plus grandes richesses comme Québécois et Québécoises.

M. le Président, je veux prendre le temps de montrer des photos à nos auditeurs de ce qui se passe présentement. C'est inacceptable, M. le Président. *Le Devoir*, juin 2017 : «Même s'il sait depuis deux ans qu'un vieux dépotoir se déverse directement dans le Saint-Laurent, le gouvernement [libéral] n'a toujours pas de plan pour venir à bout de cet héritage toxique, selon les informations obtenues par *Le Devoir*. Une situation qui suscite de vives inquiétudes, notamment parce que ce site [contient] divers contaminants enfouis depuis des décennies.

«[...]un ancien dépotoir fermé en 1974 se déverse littéralement dans le Saint-Laurent, à quelques kilomètres seulement du parc national de l'Archipel-de-Mingan».

M. le Président, le ministère nous répond : «En dépit que ce soit urgent ou non, l'idée, c'est de le réhabiliter, le site, et ça, c'est notre objectif, et le travail se poursuit. [...]Il faut être bien certain de la solution qu'on veut mettre de l'avant.»

Ça fait deux ans, M. le Président, que le gouvernement est avisé. M. le Président, ce n'est plus le temps d'étudier des dossiers. Le temps, c'est d'être sur les berges et de les nettoyer, c'est ce qu'il faut faire. On voit des véhicules, est-ce qu'on peut aller ôter ces véhicules-là des berges? Est-ce qu'on peut poser des gestes? Ça fait deux ans que le gouvernement est au courant de ça. Et je le répète, M. le Président, c'est au-delà de toute partisanerie. Le fleuve Saint-Laurent, c'est une de nos plus grandes richesses naturelles qu'on est tous propriétaires. Est-ce qu'on peut en prendre soin? Parce qu'un jour il va être trop tard, M. le Président. On se doit de poser des actions concrètes. Le gouvernement est au courant depuis deux ans, on se doit de passer à l'action. Moi, je veux savoir, M. le Président, dans combien de temps. Quand est-ce que ces travaux-là vont commencer? Quand est-ce qu'on va commencer à le nettoyer?

Tantôt on a parlé de plan. Bien là, c'est important d'en avoir un. Depuis deux ans qu'on le sait, le plan doit sûrement être sur la table. C'est quoi, le plan pour nettoyer ces berges-là? Et qu'est-ce qu'on va faire? Il y a même... Écoutez, un cimetière pourrait se retrouver à la mer. Il y a un cimetière juste à proximité. Là, on parle de respect de nos ancêtres. Au-delà de l'environnement, respect de nos ancêtres, un cimetière qui va se ramasser dans le fleuve. M. le Président, c'est déplorable, c'est inacceptable, et on se doit de poser des gestes aujourd'hui, je le répète, au-delà de toute partisanerie, M. le Président. Par respect pour notre fleuve Saint-Laurent, notre grande richesse, par respect pour nos ancêtres, est-ce que le gouvernement peut nous dire quand les travaux de nettoyage vont commencer sur les berges? Merci beaucoup, M. le Président.

• (11 h 40) •

**Le Président (M. Auger) :** Merci à vous, M. le député d'Arthabaska.

### Conclusions

Nous en sommes maintenant aux toutes dernières interventions. Donc, pour les 10 prochaines minutes, M. le ministre, la parole est à vous.

### M. Pierre Arcand

**M. Arcand :** Bien, merci, M. le Président. D'abord, je vais répondre tout de suite au député, parce que je pense que... et on peut facilement y répondre. D'abord, il faut rappeler les faits. Il y a eu, entre autres, des terres du domaine de l'État dans lesquelles il y a eu un dépotoir. Et évidemment ce dépotoir-là n'a pas été fait avec des autorisations, à l'époque, du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. Ça, c'est la première des choses.

La deuxième des choses également, c'est que, depuis les dernières années, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles a demandé des expertises, des expertises géotechniques, parce qu'on ne peut pas faire ça incorrectement. On est dans une situation dans laquelle les terrains sont instables, dans laquelle il y a des risques élevés, également, si on procède à des travaux, risques élevés pour la sécurité des travailleurs, et donc il fallait faire les études géotechniques qui étaient nécessaires, justement, avant d'entreprendre ces travaux-là.

Maintenant, ce que je peux dire à ce stade-ci, c'est que les expertises ont eu lieu, les études ont eu lieu, l'inspection des lieux a été faite par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, et même on vient de recevoir aussi, de la part du ministère des Transports, cette expertise géotechnique également. Alors, on a tous les éléments en place pour nous permettre, au cours des prochains mois, de faire les travaux, et moi, je peux vous dire que, d'ici le printemps, on va régler la situation. Alors, voilà ce que je voulais dire à propos de cet élément-là.

Je termine aujourd'hui le débat qui, je pense, est important. Moi, d'abord, M. le Président, quand je vois ce qui se passe, actuellement, de bien des façons sur la Côte-Nord, je crois qu'on fait notre travail. Je crois sincèrement qu'on fait notre travail. Quand je vois qu'on va créer très bientôt un autre 450 emplois pour ce qui est de Champion, qui est une mine dans la région de Fermont qui va faire travailler passablement de monde, c'est une relance extrêmement importante dans laquelle le gouvernement a investi.

Le gouvernement a prêté de l'argent à Tata Steel également pour relancer aussi le domaine minier. Et on a oublié, quand on a parlé de la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire, de parler des effets positifs de ça, parce qu'en

achetant ces terrains-là, en permettant cette relance-là du port de Sept-Îles, entre autres, parce qu'on parle de cet élément-là, bien, ça va créer de l'emploi. Nous, nos estimés, c'est que seulement la Société ferroviaire et portuaire, d'ici les deux prochaines années, on parle de possibilités entre 85 et 150 emplois nouveaux dans la région. Alors, ce n'est pas rien. Ce n'est pas rien par rapport à ce que l'on veut réaliser.

Et ça, ça s'ajoute, parce qu'on en a déjà parlé, au défi de la route 138. On a déjà les plans qui avancent dans la bonne direction. On a également des projets pour la région de Baie-Comeau avec Mason Graphite, qui est un projet extrêmement porteur. On veut améliorer aussi, dans la région de Baie-Comeau, les lignes d'hydroélectricité. On est en négociation, actuellement, avec la communauté innue pour travailler, et les négociations sont plus longues qu'on l'espère, mais ça, on n'a pas toujours un contrôle absolu sur ces questions-là. On a un projet éolien dans la région de Port-Cartier et on souhaite ardemment que ce projet-là décolle, parce qu'il faut faire les ententes, encore là, avec les différentes communautés.

On a également donné des aides financières importantes et on amélioré aussi, de façon fondamentale, les infrastructures qui sont pour nous très importantes. On a assisté les cégeps, on a travaillé à faire en sorte qu'on ait des infrastructures d'écoles secondaires qui étaient améliorées. On travaille à l'amélioration de l'urgence, entre autres, à Sept-Îles, des services de santé de façon générale. On a financé des projets porteurs, que ce soit pour l'arrivée encore plus grande de gaz naturel, que ce soit le projet de carburants renouvelables, les projets d'agriculture, également, qui sont dans la région.

Et tout à l'heure les députés parlaient aussi des télécommunications. On ne peut pas, aujourd'hui, penser qu'on va pouvoir activer notre économie sans avoir des accès beaucoup plus faciles au niveau de l'Internet. Et j'ai réussi aussi à vous parler, pendant les discussions, du transport aérien régional, parce que non seulement on a besoin d'Internet, on a besoin également de mobilité.

Maintenant, je voudrais profiter de l'occasion aussi pour dire à la députée de Duplessis qu'il faut être très, très, très prudent sur les chiffres quand on parle de migration interrégionale, etc. Il y a toujours une migration qui est beaucoup plus forte parce que vous avez une population, dans la région... une partie de la population qui n'est pas une population toujours stable, dans un premier temps. Et deuxièmement une des problématiques de la région, particulièrement pour les gens entre 16 ou 17 et 24 ans, c'est qu'il n'y a pas d'université dans la région de Sept-Îles, et donc évidemment les gens doivent aller à l'extérieur. Alors, l'interprétation, d'abord, de ces chiffres-là... Les dernières véritables statistiques datent de 2015. J'ai pleinement confiance que, quand on va avoir les chiffres de 2017-2018, on sera véritablement en bien meilleure position au niveau de la Côte-Nord.

Puis c'est quoi, l'enjeu? C'est quoi, le défi de la Côte-Nord qui est devant nous? C'est un enjeu qui, à la fois, est important, c'est un enjeu qui est formidable, et c'est pour ça qu'on a créé le Plan Nord. On a créé le Plan Nord pourquoi? Pour faire, justement, un plan d'occupation du territoire. Qu'est-ce qui se passe avec la Côte-Nord? Qu'est-ce qui caractérise la Côte-Nord? Je vais simplement vous donner des chiffres bien simples : c'est 18 % du territoire québécois, la Côte-Nord, c'est 18 %, c'est près de 1/5 du territoire québécois, avec 1,14 % de la population. Alors, imaginez-vous, les distances sont longues, les enjeux sont importants, mais on n'a pas le choix, il faut développer cette région-là. Et je dois vous dire qu'on a la chance, au gouvernement du Québec, d'avoir un premier ministre qui vit en région, qui vit dans la région du Saguenay, et qui aime les régions du Québec, et qui veut développer les régions du Québec. Ça, je pense qu'il faut bien le mentionner.

Je vous ai donné des chiffres tout à l'heure, puis je me plais à le répéter... On dit : On ne s'occupe pas de la Côte-Nord. Écoutez, dans la région de Québec, on a investi, en infrastructures de transport, 374 millions de dollars; on va investir, sur la Côte-Nord, 307 millions de dollars. On a une population de 100 000 personnes sur la Côte-Nord, puis il y a une population de, quoi, 600 000, 700 000 de population dans la capitale nationale et autour, et les chiffres sont à peu près identiques. Alors, quand on dit que c'est une région abandonnée, je vais vous dire bien franchement, j'aimerais ça être abandonné comme ça, parce qu'honnêtement on a fait un travail très important.

• (11 h 50) •

Et pour moi c'est une fierté de m'occuper de la Côte-Nord. C'est une fierté d'être présent. Ça fait plus d'une vingtaine de fois, je serai là lundi à Baie-Comeau. Et pour moi, vous savez, quand on regarde des communautés un peu partout — et ça, c'est un peu comme une entreprise — on cherche toujours les endroits où il y a de la croissance. Moi, je pense que la Côte-Nord, c'est un endroit formidable de croissance. C'est un endroit dans lequel, justement, le Québec est vraiment un point de mire pour l'ensemble des gens un peu partout sur la planète, parce que les gens se disent : Aïe! Vous avez un endroit dans lequel vous avez de l'eau à profusion, vous avez des ressources naturelles, vous avez un secteur minier formidable, vous avez non seulement, en plus, de l'énergie à profusion, mais en plus de ça cette énergie-là, elle est propre. Alors, quel attrait pour l'ensemble des gens. Et le gouvernement est là pour, justement, travailler à supporter ces différentes communautés. Et, oui, c'est loin, oui, c'est difficile, mais on a une vision pour véritablement rapprocher les gens des grands centres, de trouver des façons plus faciles avec l'Internet, avec le transport aérien régional, avec l'amélioration des infrastructures routières, avec le développement des services dans les communautés pour relancer, encore une fois, la Côte-Nord parce qu'on aime la Côte-Nord, on a des gens qui sont passionnés par la Côte-Nord, on a des gens qui veulent véritablement que la Côte-Nord soit remplie de succès. Puis, à part ça, M. le Président, les fruits de mer sont tellement bons sur la Côte-Nord. Merci.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, M. le ministre. Donc, nous en sommes à la toute dernière intervention. Mme la députée de Duplessis, également pour 10 minutes.

**Mme Lorraine Richard**

**Mme Richard :** Merci, M. le Président. Vraiment un beau discours du ministre. Si je ne vivais pas sur la Côte-Nord, je vous avoue que je croirais à son discours. Mais, pour y être députée, y habiter, y vivre, y côtoyer les gens, ce n'est pas la réalité, malheureusement.

Je vais commencer à décortiquer quelques points. Il nous a parlé de Mine Arnaud. Mine Arnaud, le 15 septembre, Investissement Québec est venu sur la Côte-Nord, il a dit : C'est sur la glace. Après, il nous a dit qu'il donnait de l'argent pour de la formation dans les PME. Les PME, ils n'ont pas de contrats, ils ferment. L'accès au gaz naturel, on l'attend toujours. Le quai de Port-Cartier, il a dit : Bien oui, mais il y a un dilemme avec la mairesse, on est en discussion parce que ceux-ci veulent que ça fasse partie des actifs de la ville. Je vais leur rappeler que c'était une promesse électorale. Ça va faire bientôt quatre ans, le dossier n'a pas bougé. Ils ne sont quand même pas bons, bons, bons dans la négociation, M. le Président.

Les emplois... puis ils ont parlé de La Romaine. Aïe! Mais la meilleure chose, c'est mon collègue de Dubuc. Mon collègue de Dubuc, vous l'avez entendu comme moi, il a dit : Au moins, là, ils sont capables de faire leur marché. C'est ça, la philosophie du Parti libéral, être capable de faire son marché, c'est de la vitalisation économique.

Après, il nous a parlé du projet Romaine. Oui, le plus gros chantier au Canada. Manifestations, débats à Québec, j'appelle ça des pèlerinages, visites pour les rencontrer. Écoutez, ça a été toute une histoire. On a commencé à peine il y a un an à mettre des outils en place pour que notre monde travaille. L'autre semaine, j'étais avec le premier ministre pour inaugurer Romaine-3, ça fait que vous comprenez que le gros du travail, il est fait. Ce que nous avons perdu, on l'a perdu. Ce n'est pas vrai que la Minganie, là, ça va super bien depuis Romaine. Puis, en passant, l'inauguration, bien, ça devait juste être pour des beaux clips, des belles photos pour la prochaine campagne électorale, parce qu'à part ça on pourrait s'en parler longtemps.

Il nous a parlé, bon, de Tata Steel, du lac Bloom. Oui, j'en suis. Cliffs, oui, bravo! On l'a déjà dit une fois. Je veux bien. Vous avez parlé aussi du troisième lien ferroviaire. Ça illustre bien, parce qu'ils l'ont abandonné, ça illustre bien la solidité de leurs plans, M. le Président. Après, il y a eu un échange avec mon collègue de René-Lévesque, on a parlé d'Alcoa. Là aussi, je vais remettre les pendules à l'heure. Alcoa, 2002, entente sous un gouvernement de Bernard Landry : modernisation de l'usine, plancher de l'emploi garanti. 2004, le premier ministre arrive, Jean Charest, déchire l'entente, ça ne marche pas. On revient au pouvoir par un court laps de temps, 2013, la première ministre signe l'entente. Bien, le pouvoir, 18 mois, ils pensent qu'on a été là 18 ans. En 18 mois, on en a fait pas mal, pas mal pour ma région. Même en 2014, là, ils ont cru bon de remettre ça encore en question. C'est juste pour vous dire que, quand on croit en quelque chose, là, on n'essaie pas de défaire ce qui va bien. Donc, vous voyez tout ça.

Après, ils disent qu'ils sont venus souvent en région. Bien, je veux bien, ils sont venus couper les rubans. Je vais vous les énumérer, moi, en 18 mois, ce qu'on a été capables d'obtenir pour la région, puis j'espère que le député de Dubuc, il m'écoute bien. Gustave-Gauvreau, Parti québécois, ils sont venus couper le ruban. Le quartier général à Havre-Saint-Pierre, M. le Président, vous ne connaissez pas ça, hein? C'est parce que c'est la seule chose qu'on a eue, dans la municipalité, d'Hydro-Québec, puis il a fallu se battre longtemps. On l'a eu, Parti québécois, créateur d'emplois pour l'après-Romaine. Complexe aquatique, soumissions annoncées sous un Parti québécois. Caserne de pompiers, le ministre est allé l'inaugurer, il a coupé le ruban, sous un gouvernement de Parti québécois. Caserne de pompiers à Fermont, la même chose, et j'en passe. C'est ce qu'on a fait en 18 mois. Savez-vous pourquoi on a dû le faire? Parce qu'eux, juste avant, on était dans le boom minier, puis ils ne s'occupaient plus juste que des minières. La mairesse de Fermont, là, elle ne savait plus où donner de la tête avec tout ça. Ils ne s'occupaient même pas du monde. Quand ils s'occupaient des minières, ça allait bien. Imaginez-vous quand le prix du fer a baissé. C'est ça, le Parti libéral.

Est-ce que je mets le ministre en cause? Bien non, il était gentleman, le ministre. Oui, Lorraine, oui, il vient. Est-ce qu'il a un pouvoir auprès de son premier ministre puis le Conseil des ministres? La réponse, c'est non. La Côte-Nord, c'est quand ça fait leur affaire pour paraître aux nouvelles puis là parler de La Romaine, comme quand le premier ministre est venu, l'autre semaine, l'inaugurer. Savez-vous que La Romaine, là, Romaine-3, là, c'est plus de 100 quelques kilomètres? On s'y rend, c'est asphalté. Ça a commencé avant qu'ils prennent le pouvoir en 2014, là. S'il y avait eu une volonté — depuis 2003, moi, que je suis députée — ça ferait bien longtemps qu'on se rendrait à Blanc-Sablon. Puis là, tout d'un coup, le premier ministre, là, il a parlé qu'il y avait des ententes puis il discutait avec le Labrador. Je veux bien, moi, qu'il les accélère, les échéanciers, qu'il sorte. Moi, j'ai vu la volonté d'Hydro-Québec quand ils veulent faire une route, je vais vous dire, ce n'est pas la même volonté du gouvernement libéral quand ils veulent désenclaver la Côte-Nord. Il dit qu'ils ont fait quelques bons coups. Bien, j'espère qu'on en a eu au moins quelques-uns dans vos près de 15 ans, bientôt, de règne libéral, sauf un intermède de 18 mois.

Pas juste moi qui le dis, là, ce n'est pas juste la députée de Duplessis. Ce n'est pas la députée de Duplessis qui a signé des lettres ouvertes, là, dans les médias pour dénoncer comment ils étaient abandonnés. Oui, abandonnés, laissés-pour-compte, pas s'en occuper, délaissés. Je pourrais vous citer le dictionnaire, mon collègue de Dubuc, moi aussi. Abandonnés. Puis ce n'est quand même pas un thème... il aurait pu être plus... disons, les faire sourciller davantage.

Mais j'ai l'impression aussi, M. le Président, qu'on s'est servi de nous, puis c'est ça qui me fâche. Ils disent souvent que je suis volubile puis je suis fâchée. Oui, moi, vous savez, j'adore être députée parce que c'est parler au nom de notre population, de les défendre avec le cœur. Puis là je me disais, tantôt, là, moi, si je ne venais pas de là puis que j'écoutais le ministre, je dirais : Coudon, eux autres, ils ont quoi à se plaindre, ces députés-là? Il a tout fait pour eux autres. Aïe! La Côte-Nord, là, elle n'est pas si pire. Savez-vous ce qui me rassure? C'est parce que leurs promesses puis ces discours-là, là, ce n'est pas juste Lorraine Richard, comme députée de Duplessis, qui le dit, c'est des gens de Sept-Îles. C'est même des libéraux, M. le Président, qui viennent quémander à Québec au ministre : Parlez-en avec le premier ministre, occupez-vous de nous autres, le plan de diversification, on en aurait besoin, là. Mine Arnaud, on en avait besoin, vous ne vous en êtes pas occupé, là. Vous voyez ce que mon collègue a vécu, là, avec mine Graphite? C'est ça? À un moment donné, c'était oui, à un moment donné, c'était non, ça ne les intéresse plus. Savez-vous pourquoi ça ne les intéresse plus? Parce que les beaux petits plans marketing qu'ils faisaient avant, là, puis là le fer était haut, puis là, là, l'ancien premier ministre se promenait partout. On n'est pas dans ça. On est dans la misère. On a besoin, oui, d'infrastructures puis on a besoin d'une écoute gouvernementale.

Puis, moi, quand j'ai vu tout ça arriver, là, je me disais : Bon, j'ai travaillé cet outil de développement qui s'appelait la Société du Plan Nord avec le ministre actuel, parce que l'autre auparavant on ne lui donnera pas, il n'avait pas réussi, puis c'est une autre histoire, ça serait trop long, on n'a pas le temps ce matin. On avait fait des ententes, lui puis moi, puis il me disait — je peux me nommer moi-même : Tu sais, Lorraine, tu as raison, tu as raison, c'est vrai qu'il va falloir donner plus d'autonomie, plus de pouvoirs aux antennes. Aïe! On a discuté des heures et des heures, M. le Président, là. Le P.D.G., je n'ai jamais remis en cause ses compétences. À un moment donné, on discutait si on allait le laisser à Québec ou l'amener dans les régions pour vraiment sentir une présence sur le terrain, coordonner l'action gouvernementale. Ils n'ont jamais été aussi désordonnés qu'ils le sont. Tu parles à un ministre, ça le concerne, puis je parle au ministre responsable de ma région : Tu peux-tu parler à ton collègue? Le petit problème, il faudrait le régler. Je reviens une semaine après : Puis lui a-tu parlé, il a-tu réglé? Non. On écrit des lettres, on n'a même pas d'accusé de réception de leur part. C'est-u vous dire qu'ils s'occupent de nous autres, ça, M. le Président? C'est-u vous dire qu'ils s'occupent de la Côte-Nord?

Puis là il est en train de nous faire un beau discours que le ministre de la Santé va m'annoncer l'urgence à Sept-Îles. J'ai arrivé en 2003, là, vos amis libéraux, bien, ils parlaient de Gustave-Gauvreau. Bien, j'ai dit : Nous, là, quand on va prendre le pouvoir, je ne vous fais pas des promesses en l'air, on va le réaliser. C'est le ministre de la Santé actuel qui a venu couper le ruban, mais c'est nous autres qui l'avait réglé parce que j'en avais fait une priorité. Il est venu parler de l'urgence, on ne verra peut-être pas ça avant 10 ans. Il est-u venu nous parler, par exemple, des dommages collatéraux qui avaient fait en sorte qu'un seul CISSS sur la Côte-Nord, ça ne marchait pas puis que ça ne va pas bien? Non. Est-ce qu'on a eu de l'aide? Tantôt, le collègue de Dubuc disait : Ils n'ont pas de ministre responsable sur la Côte-Nord. Bien, j'aime mieux ne pas avoir de ministre responsable, mais avoir quelqu'un qui s'occupe de nos dossiers, parce que... Est-ce qu'on a eu quelqu'un, mon collègue et moi, quand il a été question de juste avoir un CISSS sur la Côte-Nord, qui a été dénoncé de Tadoussac à Blanc-Sablon par tout le monde parce que ce n'était pas pensable d'implanter ça? Que non, que non.

• (12 heures) •

Ça fait que, M. le Président, je vais terminer là-dessus en saluant mes collègues, en saluant le ministre, qui est, je l'ai dit encore, un gentleman, il écoute. Il n'en a pas, de pouvoir. Puis son gouvernement, là, il a décidé que la Côte-Nord, ce n'est plus payant politiquement, il n'y a pas rien à en tirer. Le prix du fer est bas. On ne peut plus faire de bonnes photos. Le premier ministre est venu l'autre fois — puis je peux vous dire une chose, c'était «short and sweet» — sur La Romaine, puis c'étaient les belles petites photos. Salut, bye-bye, on est partis, il n'y a pas d'emploi puis il n'y a rien. On s'en fout, on met les énergies ailleurs. C'est ça, abandonner la Côte-Nord, et c'est comme ça qu'on s'est sentis, et pas juste moi et mon collègue, c'est toute notre population. Donc, il y a un dicton : *Je me souviens*. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Auger) :** Merci, Mme la députée de Duplessis. Merci à vous tous.

Et, compte tenu de l'heure, je lève la séance. Et la commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die. Merci.

(Fin de la séance à 12 h 1)